



HAL
open science

Les temps de l'écologie politique

Bruno Villalba

► **To cite this version:**

Bruno Villalba. Les temps de l'écologie politique. Monique BARRUÉ-PASTOR; Georges BERTRAN. Les temps de l'environnement, Presses Universitaires du Mirail; Presses universitaires du Mirail, pp.79-92, 2000, 978-2-8581-6446-2. <hal-01729145>

HAL Id: hal-01729145

<https://hal.science/hal-01729145v1>

Submitted on 4 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Bruno Villalba. Les temps de l'écologie politique. Monique BARRUÉ-PASTOR; Georges BERTRAN. Les temps de l'environnement, Presses Universitaires du Mirail; Presses universitaires du Mirail, pp.79-92, 2000, 978-2-8581-6446-2. (hal-01729145)

Les temps de l'écologie politique.

Bruno Villalba, Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS-URA-CNRS 982), Université de Lille II), CRAPS, 1, place Déliot, BP 629, F-59024 Lille Cedex. Tél. : 03 20 90 74 51 ; Fax : 03 20 90 77 00.
E.mail : bvillalba@hp-sc.univ-lille2.fr

« Toutes les questions ne sont pas écologistes dans leur problématique fondamentale, mais il y a un point de vue écologiste sur toutes les questions politiques » Paul Ricœur, (« L'éthique, le politique, l'écologie », entretien, in *Ecologie politique*, n°8, 1993).

Comme l'a montré Maurice Halbwachs, le temps est socialisé et la socialisation est différente suivant les groupes sociaux (Ricœur, 1975). Il leur faut se doter d'une histoire propre, qui prenne appui sur des éléments structurants, et autour de laquelle l'action commune acquiert un sens. Pour l'écologie politique française, l'environnement a été l'un de ces éléments. Catalyseur de l'engagement en politique d'une partie des écologistes (Simmonet, 1993 ; Sainteny, 1991), la thématique de l'environnement, érigé en paradigme, a contribué à rythmer les étapes de leur développement (Villalba, 1997, 85-97), et à construire une gestion collective de leur action politique. Pour autant, l'écologie politique se caractérise par son absence d'unité théorique (Hastings, 1994). L'environnement n'a pas la même interprétation, ni la même place dans la hiérarchie des valeurs au sein des préoccupations des mouvements français. L'environnement est-il un simple révélateur, ou l'ultime finalité de l'action ? Sur cette base minimaliste, on peut dissocier l'écologie politique de l'écologie environmentaliste (dont le rôle se conçoit avant tout comme un syndicat de la nature).

Reste à cerner les porte-paroles du "parler vert". Depuis les premiers candidats écologistes en 1973, l'écologie politique peine à se doter d'une organisation pérenne, en mesure de constituer et de porter le discours officiel de l'écologie politique. Les organisations politiques s'en réclamant sont aussi

nombreuses qu'éphémères (même si depuis 1984, les Verts constituent un pôle de référence, Villalba, 1995), si bien qu'il convient de prendre la mesure de l'ensemble de ces acteurs, afin de ne pas circonscrire le discours écologiste à l'un ou l'autre. De plus, l'élaboration de ce discours résulte d'une lente appropriation par les écologistes politiques de courants de pensées hétérogènes. Peu à peu, l'écologie politique se dote de lieux propres (presse militante par exemple) à la formation de son "idéologie"¹, même s'il faut attendre les résultats électoraux plus favorables pour que la pensée écologiste sorte des cercles confidentiels des convaincus et intéresse les maisons d'éditions...

Quoi qu'il en soit, derrière cette diversité des origines et des organes chargés de créer, d'animer et de représenter le discours écologiste, on peut constater qu'il existe certaines notions communément partagées. La Nature représente évidemment une donnée fondamentale. L'homme est pensé dans la nature (Moscovici, Ribes, 1978). Mais si l'on affine l'étude de cette relation entre écologie politique et la nature, le temps peut apparaître comme l'un des ingrédients décisifs de cette alchimie. Si l'environnement est certes l'élément fédérateur de l'activité politique des écologistes, la gestion du temps représente l'ultime sens de cet engagement. Sous l'influence de certains auteurs (parfois extérieurs à la mouvance écologiste) et de leurs propres activités (dont la littérature sur les mouvements sociaux a longuement témoigné), les écologistes ont inscrit le temps au cœur de leur discours. La thématique de l'environnement ne peut donc se dissocier d'une réflexion sur le temps de l'homme dans sa relation avec la Nature, mais aussi des relations sociales des hommes entre eux. En étudiant les processus de constitution des représentations du temps et de l'environnement chez les écologistes politiques, il s'agira de réfléchir sur les raisons, les moyens et les sens de cette relation, c'est-à-dire de la façon dont des acteurs politiques ont mis au cœur de leur action l'environnement et le temps.

On doit cependant parler *des* temps de l'écologie politique. D'abord parce qu'il manque d'un porte-parolat monopolistique. Ensuite parce que la pensée écologiste ne présente pas un degré d'homogénéité suffisant pour qu'on puisse en

¹ On ne peut cependant pas à proprement parler d'une idéologie, au sens aronien du terme par exemple, c'est-à-dire, « une représentation globale de la société et de son passé, représentation

extraire l'image d'un temps (Van Parijs, De Roose, 1990). Enfin, parce que les perceptions du temps résultent d'une approche plurielle du concept du temps : du temps-prophétique au temps-durable, du temps-catastrophe au temps-démocratique, du temps-local au temps-global, la chronique de l'écologie politique montre que toutes ces approches sont élaborées successivement, mais aussi cumulativement.

Analyser le discours politique des écologistes, c'est s'interroger sur le sens de leur action visant à infléchir le projet d'une communauté. Le thème de l'environnement leur offre une représentation spontanée, inédite et originale : celle de la finitude. L'irréversibilité du développement économique actuel conduirait à une impasse temporelle et spatiale (I). Par conséquent, et face à ce constat pessimiste, les écologistes souhaitent réorienter le sens de notre destin collectif : il faut gérer différemment le temps politique afin de redonner toute sa place à la durée. Cette redéfinition du temps passe nécessairement par une revalorisation du débat démocratique, seul moyen susceptible d'entraîner une mobilisation collective et continue de la société (II).

1. Les discours de la finitude

« la situation d'urgence où se trouve l'humanité en cette fin de siècle » (Jacquard, 1991, 17).

La perception du temps chez les écologistes politique est intimement liée à leur représentation de la crise environnementale, de ce qu'ils nommeront la « crise écologique ». L'état de la nature induit une construction à la fois prophétique (basée sur l'idée de finitude) et quotidienne (la perception présente) du temps.

1.1. La finitude du temps et de l'espace : le temps prophétique

L'avenir est menacé : la crise écologique entraîne une crise du devenir. Dès les origines de l'écologie politique, le constat est sans appel : il est urgent d'agir. « Nous n'avons qu'une seule terre, et cette Terre est petite et limitée. Or, dans une recherche aberrante d'un progrès quantitatif, un faux progrès en définitive, nous épuisons les ressources non renouvelables, nous comblons l'espace de

annonçant le salut et prescrivant l'action libératrice ».

gigantesques agglomérations où il ne fait pas bon vivre et nous détruisons la beauté, la nature, nous dégradons de façon irréversible notre milieu de vie » affirme la profession de foi des premiers candidats écologistes à une élection française (Salmon, 1996, 25). Cette profession est révélatrice de la perception du sens de l'action politique des écologistes.

Prenant appui sur un courant littéraire international [*Le printemps silencieux* (Carson, 1962) ; *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?* (Commoner, 1969), *Le jugement dernier* (Taylor, 1970) ; *Changer ou disparaître. Plan pour la survie* (Goldsmith et alii, 1972)...] ou national [comme le livre précurseur de Jean Dorst (*La nature dénaturée*, 1970) ou celui de B. Charbonneau *Tristes campagnes* (1973)...], qui met l'accent sur la situation dramatique de notre monde, les leaders de l'écologie politique rédigent des ouvrages aux titres évocateurs : *L'écologie ou la mort* (Dumont, 1974), *L'écologie maintenant ou jamais* (Waechter, 1990). La mouvance écologiste entretient le même climat. Ainsi la presse écologiste (comme *La Gueule ouverte*, ou dans une moindre mesure *Charlie-Hebdo*, ou la presse spécialisée (cf. le « Manifeste écologiste », *Combat Nature*, n°9 ; Prendville, 1993, 24 ; Salmon, 1996, 34-38 et 145-150) ou plus ou moins généraliste (comme le *Nouvel Observateur*, avec son supplément *Le Sauvage*) impulsent et généralisent ce constat. D'autres sont encore plus radicaux, tels P. Fournier qui avec son livre *Y'en a plus pour longtemps* (1975) témoigne de cette vision catastrophiste qui continue d'animer une partie du discours écologiste. Mais le discours peut aussi être tragique (comme le sous-titre du journal de Pierre Fournier, *La gueule ouverte, le seul journal qui annonce la fin du monde*), colérique ou violent. C'est une période, que certains qualifient de « stade infantile de l'écologisme » (Cans, 1992, 226), tant la dénonciation joue sur le discours millénariste. En remettant ainsi en cause le mythe du développement infini, l'écologie se présente alors comme une « subversion » radicale (Vadrot, 1977).

Cette perception alarmante de l'état de la nature reste une constante dans les écrits des acteurs de l'écologie, qu'elle soit politique (Brodhag, 1990 et 1994²),

² Christian Brodhag, ingénieur, chercheur et enseignant, a été l'un des porte-parole des Verts. Il rejoindra A. Waechter au Mouvement des Ecologistes Indépendants.

ou plus associative (*La nature en crise*, Lebreton, 1988), ou d'inspiration plus généraliste (*L'état de la Planète*, Brown et alii, 1989 ; Brown, 1992 ; *L'Etat de l'environnement dans le monde*, Beaud, Larbi Bouruerra, 1993). L'histoire de l'écologie montre que le discours scientifique n'est pas exempt de cette dimension alarmante (Deléage, 1991). Le temps nous est toujours compté... à quelques jours près (*5000 jours pour sauver la planète*, Goldsmith, 1991). Au-delà de la sphère écologiste, on retrouve les mêmes accents, plus ou moins messianique, comme chez Th. Monod ou A. Jacquard. Cette vision humaniste n'est pas étrangère aux écologistes, et souvent elle constituera une source importante dans la légitimation de leurs invocations. Pour autant, le catastrophisme n'est pas une règle absolue : « les dangers ne sont pas aussi immédiats ni aussi simplistes » prévient dès 1973 Pierre Samuel (Samuel, 1973, 19).

Ce cri d'alarme provient d'une perception du monde et de son histoire : l'espace et le temps ont des limites... Le temps humain, au delà du rythme naturel du temps qui s'écoule, est à présent un temps compté ; l'espace humain se résume à une toute petite planète... Or, « la finitude de la terre des hommes est un constat récent. Il n'est pas encore entré dans nos consciences » (Jacquard, 1991, 107). Les principales raisons de la finitude du temps sont toujours d'actualité. Par exemple, le déséquilibre démographique reste toujours aussi préoccupant. La saturation de la planète par l'abondance des hommes, leur évolution exponentielle conduira à une explosion planétaire (Ehrlich P., 1972 ; Jacquard, 1987). L'écologie politique reprendra tout entière cette thématique. Le seuil limite de la population est atteint (Brodhag, 1990, 83). Le défi du nombre conduit à une déshumanisation par l'insécurité alimentaire (Waechter, 1990, 135), mais aussi et surtout par l'épuisement des ressources naturelles du monde.

« L'espace nous est compté » rappelle à son tour Antoine Waechter (1990, 35). La Terre est un espace limité, étroit, et qu'il convient donc de protéger contre les excès de l'homme. Prenant appui sur les travaux nombreux (comme *Nous n'avons qu'une Terre*, Ward, Dubos, 1972), l'écologie politique systématise dans son analyse la dénonciation des atteintes à l'environnement. Cela devient une figure de style imposée dans l'ensemble des livres des leaders de l'écologie politique. Ils y consacrent même des chapitres thématiques » (l'eau, l'air, la mer,

le tiers-monde..., Brodhag, 1990, 109-137, « L'eau, un bien précieux » ; « Le monde marin dans l'œil du cyclone », Les Verts, 1994, 227-234). Les nuisances sur l'environnement n'ont désormais plus de limites : c'est la mondialisation des déséquilibres écologiques. Des catastrophes ponctuelles aux conséquences parfois imprévisibles (Seveso, Bhopal...) ou internationales (Tchernobyl), jusqu'à l'hiver nucléaire (Boniface P., Gribinski J.-F., 1994), aucun coin de la Terre ne peut échapper aux conséquences de la pollution.

Les écologistes politiques ont intégré dans leur mentalité ces finitudes issues d'un état dégradé de la nature à l'échelle planétaire, qui remet en question le devenir de l'espèce humaine. Cela peut sembler un discours, à présent d'évidence, ou un discours convenu ; pour les écologistes, il reste un socle de leur analyse théorique. D'autant plus que le quotidien semble valider ces analyses.

1. 2. La permanence de l'événement : la temporalisation répétitive de la prophétie

« Une métaphysique, une philosophie, un art, un peuple, une race, une culture est au contraire de l'ordre de l'événement, c'est un événement qui arrive ou qui n'arrivait pas, que l'on fait, qui se fait, ou qui ne se faisait pas. Quand c'est fait, c'est fait une fois pour toutes » Charles Péguy, *Situations*, p. 130.

Le temps des écologistes n'a rien "d'intemporel" : il est tout au contraire construit sur l'immédiateté de sa perception. La fonction de *l'événement* prend alors une place centrale. Il est tout d'abord perçu comme porteur d'une signification justificatrice. Il est l'élément de confirmation, qui prolonge et amplifie le sens d'un discours sur l'environnement, mais surtout offre un point d'ancrage dans la réalité et ramène l'écologiste dans son domaine privilégié : l'action quotidienne. Ce ne sont pas les causes qui sont les plus importantes ici, mais le sens que leur attribuent les écologistes. Dès lors, l'accident n'est pas le produit d'une erreur, d'une fatalité, mais une conséquence logique. Matérialisation de l'événement, il démontre l'incapacité de tout prévoir. L'accident n'est cependant pas un fait unique, acceptable d'un point de vue probabiliste. Il est au contraire significatif de la perception actuelle du temps. Il n'est pas la marque du seul hasard, même s'il prouve par là son existence.

En quelque sorte, cette reconnaissance de l'événement montre la perception relativiste qui anime les écologistes à l'égard de la philosophie des Lumières (notamment dans sa dynamique rationaliste et scientiste). S'inscrivant dans un courant de pensée critique vis-à-vis du développement techniciste de notre société (animé notamment par quelque auteurs qui bénéficient d'une certaine écoute chez les écologistes, comme J. Ellul, B. Charbonneau, J. Baudrillard, E. Morin, S. Moscovici, J. Chesneaux, ou bien encore I. Illich ou H. Marcuse), la vision écologiste du temps se présente comme une brèche dans la rationalité scientiste. Au principe de la gestion rationnelle et prévisible, elle oppose le principe de l'imprévisibilité définitive du devenir.

L'événement construit ensuite la spatialité du temps. Il agrège en un lieu une approche historique des causes qui ont conduit à son arrivée. Les événements constituent ainsi une collection de faits significatifs (marées noires, accidents industriels...). Dans la succession des événements, mais surtout de leur répétition, l'écologie politique offre une possible linéarité, un sens, ou tout au moins une direction : celle d'une possible fin du temps humain. L'idée de la finitude détient dès lors une certaine permanence dans le discours général. L'événement justifie le discours prophétique, il scande le devenir en montrant la vérité du discours sur la finitude.

De plus, l'événement est un principe d'organisation d'une expérience vécue (ou réappropriée comme telle, c'est-à-dire intériorisée par le militant qui l'intègre dans son échelle de valeur personnelle et partisane), qui prend, par l'intermédiaire de l'action politique, une dimension collective : « (...) l'action d'hommes et de femmes agressés dans leur chair par la mort des rivières » (Waechter, 1990, 16). C'est une puissance formatrice et instauratrice de signification qui porte témoignage (Anger, 1977 ; Charbonneau, 1980) . Il a donc une dimension individuelle, et conduit à une induction collective (Lalonde, 1981 ; Dumont, 1989). L'événement prend la forme d'un récit de vie, même s'il n'existe pas d'événement traumatique suffisamment puissant pour expliquer un engagement collectif (Boy, Roche, Le Seigneur, 1995, à propos des élus écologistes).

Mais la fonction du récit permet d'englober le passé, d'expliquer la situation actuelle, mais aussi de s'interroger sur le dénouement ; on peut ainsi

relier une lecture plus globale à une situation vécue. Peu importe de définir ce récit en termes précis, rationnels : il traduit ainsi une contingence ; il est révélateur d'un processus. Ces événements contribuent à structurer les mémoires individuelles et la mémoire collective du groupe : cette structuration ressort des « comparaisons faites entre les souvenirs qui viennent s'encadrer entre les dates-repères liées aux événements significatifs de la vie de chacun », comme l'explique Jean Pucelle (Pucelle, 1962, 35), mais aussi dans la vie du groupe. Pourtant, si quelques événements servent à symboliser les points de références culturelles du mouvement (Mai 68, les luttes contre le nucléaire, pour le Larzac, ou le *Rainbow Warrior...*), les Verts ne réussissent que faiblement à constituer des rites historiques ou commémoratifs sur la base de ces événements. La date anniversaire de l'accident nucléaire de Tchernobyl, le 25 avril 1986, est plus ou moins l'occasion d'organiser des commémorations. Sans doute faut-il y voir la déficience d'une culture politique commune suffisamment élaborée autour de repères symboliques et qui peine à créer une dynamique de groupe autour de ces différents points. Il y a donc à la fois une lacune structurelle (la gestion de l'agenda commémoratif du mouvement) et culturelle (le choix des événements et l'entretien de l'intensité émotionnelle).

La thématique de l'environnement présente en elle-même une vision globale et structurée du présent et du devenir collectif. La lecture imaginaire qu'elle offre permet de rendre une compréhension à l'histoire présente, d'en dégager les incohérences, d'en dénoncer les logiques d'erreur, et ainsi de pouvoir reconstruire une perspective. La crise écologique n'est pas passagère ; elle n'est ni cyclique, ni anecdotique : elle est au cœur même de la logique politique et économique occidentale. Le temps et l'espace, symbolisés par l'environnement, sont donc finis. L'environnement est, pour l'écologie, un étalon-mesure qui permet d'évaluer l'impact des décisions fondées sur la logique de la valeur sur l'avenir humain. « On comprend bien aujourd'hui l'ampleur de la crise écologique, mais les propositions de solutions sont rares. Que faire ? » constate René Dumont (*Le livre des Verts*, 1994, 13). Mais dans le rapport espace-humain-temps, l'humain garde une dimension illimitée. Par la diversité de ses choix, de

ses rythmes individuels et collectifs, l'homme peut se permettre de reculer les limites du temps fini...

2. Gérer écologiquement le temps politique : la critique du temps-marchand

Sans hésitation, il faut mettre « Halte au cancer de l'expansion » proclame une affiche du mouvement Alsacien "Ecologie et survie" en 1973 (*in* Salmon, 1996, 25). Dès ses origines, l'écologie se présente comme « la critique de la société industrielle » (Mouvement écologique, 1978, 11). Mais cette fois, la dénonciation millénariste ne suffit plus : « C'est dans les tous derniers instants de l'histoire de l'évolution que la civilisation industrielle a déclenché ce processus au profit de quelques nations d'Occident. Et dans ces nations, au profit d'un petit nombre. Voilà pourquoi le mouvement écologique devient politique » (Dumont, 1974, 26). Il est temps d'entrer en politique, afin d'infléchir les choix politiques, et de mettre fin à la finitude. En s'opposant à la durée du temps-marchand, basée sur l'immédiateté, l'écologie politique souhaite proposer une autre *durée* du temps. Au fil du temps, elle s'est dotée, avec le concept de *développement soutenable*, d'un nouvel outil d'analyse des relations espace-homme-temps.

2.1. L'environnement recomposé : vers un temps soutenable

L'approche politique de l'écologie s'interroge sur la réalité de l'optimisme sans limite prôné par la logique productiviste (« le capitalisme, à l'ouest, comme le socialisme à l'Est », *Le choix de la Vie*, Les Verts, plaquette, 1989). Elle serait celle d'une vision d'un monde infini, aux ressources inépuisables, associée à une perception infinie dans les capacités humaines à faire face aux pires défis de la crise écologique. Or, pour l'écologie politique, il est difficile de faire coïncider ces durées différentes : le temps de l'immédiat (du très court terme, comme dans le domaine politique ou économique) et le temps long (comme celui des cycles naturels). Il faut alors rompre avec « l'expansion sauvage actuelle nous menant tout droit aux pires catastrophes » (Dumont, 1974, 8), rompre avec notre temps schizophrénique : économique, militaire... Cette remise en cause du temps-marchand n'est pas nouvelle en soi. Dès le début des années 70, une jonction intellectuelle est faite entre la critique écologiste et la critique du développement économique (que ce soit avec B. Charbonneau (*Le système et le chaos : critique*

du développement exponentiel, 1973) ou, avec un impact médiatique plus important, J. Baudrillard, A. Gorz ou E. Morin...). Elle est cependant originale en ce que la critique intervient dans une phase historique où l'environnement économique a atteint un stade de développement productif et technique sans égal dans l'Histoire. La critique vise avant tout l'approche économiste du temps humain. Et même en suivant cette vision, c'est bien une réévaluation du concept de rareté que propose l'écologie : La rareté s'évalue non pas sur une spéculation de la faible quantité, mais sur la gestion temporelle prolongée de cette quantité (Dierickx, 1991). Cette critique est toujours présente, parfois même amplifiée : l'économie productiviste est contre la Nature, mais elle est aussi contre la société (« la tendance à l'hégémonie de l'économie sur la société a pour noms économisme, productivisme, libéralisme sauvage », Brodhag, 1990, 73-75).

La *durée* proposée par les écologistes est construite autour d'une remise en cause de l'idée selon laquelle l'environnement peut faire l'objet d'une appropriation immédiate. L'environnement est perçu comme un simple usufruit ; c'est le sens de la maxime de Saint Exupéry, mainte et mainte fois reprise : « nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous empruntons la terre de nos enfants ». Par conséquent, l'écologie politique s'oppose à la façon dont nous utilisons l'environnement, ce calcul sur le devenir immédiat de la nature en fonction des seuls impératifs de l'instant. C'est presque une remise en cause de ce droit de propriété de la nature par la génération présente ; l'écologie politique propose ainsi une interrogation sur le sens de la possession *hic et nunc* de la nature. C'est pourquoi ce renversement de logique aboutit à une critique (ou plus exactement elle la rejoint et la coopte) de la logique économique actuelle qui minimise la notion du temps long dans la gestion du devenir.

On aboutit alors à une critique parallèle d'une gestion planétaire de la notion de développement, au niveau des Etats-Nations comme de l'individu. La notion de développement est à réexaminer au regard de chaque pays : il faut respecter la diversité, et non imposer un modèle dans les rapports Nord/Sud. L'approche tiers-mondiste, permanente au sein du discours écologiste, ne cesse d'insister sur la nécessaire prise en compte d'un temps de développement adapté aux réalités et aux besoins des pays concernés. C'est le sens du cri répétitif de

R. Dumont (1962 : *L'Afrique noire est mal partie* ; 1967 : *L'Afrique étranglée* ; 1986 : *Pour l'Afrique, j'accuse*). C'est l'affirmation de la nécessité d'une gestion globale de l'espace, à la fois mondiale et locale, afin que l'on puisse tenir compte des disparités dans les rythmes de développement, et que le rythme occidental ne s'impose pas à l'ensemble de la planète (Lipietz, 1992). C'est sur ce même principe que l'on remet en cause l'importance accordée au travail, comme fonction première et ultime de la chaîne productiviste. La remise en cause du temps du travail s'explique par un souci économique (comme le partage des richesses et la lutte contre l'exclusion), mais aussi dans l'idée d'une nouvelle perception du sens du travail, basé sur un nouveau sens social à lui donner. Ces sources se croisent et se retrouvent dans les écrits de Guy Aznar (*Tous à mi-temps*, 1981 ; *Génération Ecologie & Aznar*, 1993) ou d'Alain Lipietz (*Choisir l'audace*, 1989), ou encore, toujours lui, de René Dumont (Dumont R., Paquet Ch., 1994, *Chômage, misère : libéralisme ou démocratie*). Les Verts en tireront certains principes généraux conduisant leurs réflexions sur le monde du travail (« Contre le chômage, la révolution du temps libre », Les Verts, 1994, 57-63), et feront du partage du temps de travail l'axe principal de la candidature de D. Voynet aux élections présidentielles de 1995 (Voynet, 1995, 52-54) et aux législatives de 1997 : « Premier chantier : réduire le temps de travail pour partager les emplois et améliorer la vie quotidienne. Les Verts défendent la semaine de quatre jours assortie d'une répartition des tâches plus équitable, y compris entre hommes et femmes, au travail comme à domicile (...). Deuxième chantier : stopper la précarisation de l'emploi, réhabiliter le sens du travail. Les Verts proposent de valoriser à part entière le tiers secteur d'utilité écologique et social, pour répondre aux besoins aujourd'hui non satisfaits : services aux personnes, entreprises d'insertion, coopératives, entretien des paysages. » (Les Verts, communiqué à la presse, juin 1997). *In fine*, la société de consommation, modèle ultime du libéralisme économique, est à rejeter : « A cette dérive [de la consommation] une société de l'être, qui ne fait plus de la consommation le facteur de la reconnaissance sociale » (Brodhag, 1990, 76).

Il faut donc instaurer une logique selon laquelle « la gestion à long terme de la planète implique de ne prélever que sur les revenus sans entamer le capital,

c'est-à-dire d'utiliser les ressources naturelles renouvelables plutôt que les ressources épuisables » (Brodhag, 1990, 88). Par conséquent, il est essentiel de prendre en « compte les délais de réaction, les irréversibilités, les ruptures possibles de certains équilibres essentiels » et alors de miser « sur la durabilité, le long terme. C'est là qu'intervient la notion de solidarité diachronique, la solidarité avec les générations à venir : quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ? » (Brodhag, 1990, 261). L'immédiat doit laisser la place au long terme : à cette seule condition, la Nature et l'Homme peuvent survivre... Cette remise en cause, cette « reconquête du temps » (Gorz, 1982) se présente comme un changement d'échelle afin de réexaminer les ordres, les hiérarchies du temps qui nous sont actuellement servies par le système économique. Pourtant, cette approche radicale dans la confrontation des durées s'émousse quelque peu...

Ainsi, avec une activité politique grandissante, l'économisation du discours écologiste est patente : il s'agit de rendre réaliste l'approche temporelle radicale qu'ils défendent. Par exemple, la critique anti-nucléaire, dont l'un des principaux aspects est le risque temporel (la gestion dans le temps des déchets) a peu à peu fait place à la dimension financière, plus perceptible et recevable dans la logique économique budgétaire du débat politique.

Mais avec le concept de développement soutenable, cette conversion prend une nouvelle dimension. La notion de *sustainable development* va offrir aux écologistes un concept explicatif du sens de leur revendication politique. Cette notion est issue des premières interrogations sur le mythe de la croissance. Depuis 1968, un industriel humaniste, Aurelio Peccei, anime le Club de Rome, qui réunit un certain nombre de savants et d'économistes passionnés de l'avenir à long terme de l'humanité. Ces avis d'experts aboutissent à la commande d'un rapport du Massachusetts Institute of Technology publié en 1972 et intitulé *Les limites de la croissance* (Club de Rome, 1972 ; voir aussi Sauvy, 1973). Sans utopisme excessif, sans radicalité extrême, puisqu'il prend appui sur des travaux scientifiques internationaux, le concept de développement soutenable prend corps dans la rhétorique des écologistes politiques au début des années 90.

Selon la définition véhiculée par les Verts, il s'agit d'un « modèle de développement à la fois profitable à tous et durable à long terme, qui répond aux

besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (les Verts, 1994, 65). Ce faisant, on tente de réaliser une union heureuse entre la logique de la croissance et, pour être rapide, la prise en compte de l'environnement (Alier, 1992). Il permet aux écologistes d'avancer un modèle de gestion du temps et de l'espace qui puisse être acceptable. Dans la presse militante Verte (*Vert-Contact*, n°289, du 17 au 23 avril 1993), comme dans la littérature militante (Lipietz, 1992 ; Les Verts, 1994, « Développement soutenable », pp. 65-70), cette notion fera son chemin. Au point de devenir l'un des axes programmatiques des Verts au pouvoir dans le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Ainsi, le journal *Vert-contact* (n°444 bis, 21 déc. 96-10 janvier 97) entièrement consacré à l'exemple des Verts dans cette région, publie une tribune de Dominique Voynet saluant « l'équipe du Nord-Pas-de-Calais [qui] est bien en passe de réussir son formidable pari : faire de cette région un modèle grandeur nature du développement soutenable ». C'est à présent un thème de campagne électorale régulier. Par ailleurs, un second principe renforce cette évolution ; le principe de précaution : « Aux excès de la performance, à la déshumanisation de notre société, opposons le principe de précaution : avant de prendre une décision, mesurons-en les conséquences. Sachons anticiper, donner un droit de regard aux citoyens sur des décisions qui concernent l'avenir de l'humanité » (communiqué de presse, Les Verts, juin 1997). Mais, ce faisant, la radicalité s'amenuise ; il est désormais possible d'envisager, même au sein de l'écologie politique, une conciliation entre la logique économique productiviste, et la préservation de l'environnement.

2.2. *L'environnement-social recomposé : le temps du débat démocratique*

Si l'environnement a été l'élément critique qui a révélé la finitude du temps économique, il a aussi permis l'émergence d'une critique du temps politique (les rythmes de la démocratie). Dès lors, la prise en compte du temps comme facteur d'un engagement politique se fait aussi *face* au temps de la société actuelle. Grâce à la thématique de l'environnement, les écologistes peuvent insister sur les effets sociaux malheureux qu'impose le système économique occidental. Car il s'agit bien d'inscrire l'écologie politique comme une pensée critique de la gestion démocratique du temps dans nos sociétés industrielles. D'une perception centrée

sur la question environnementale, les écologistes élargissent leur revendication aux aspects sociaux des déséquilibres du développement économique.

L'approche temporelle est donc par essence, politique... En France, l'écologie politique s'éloigne résolument d'une triple dérive. La première consiste à adopter une vision mystique de la résolution de la crise écologique. Chez les Verts ou Génération écologie, on ne trouve pas ce culte passéiste d'une Terre perçue comme une entité vivante, qui aurait sa propre conscience et la possibilité de corriger les excès des hommes avec une régulation spontanée de ses équilibres (Lovelock, 1986 ; Russel, 1989). Au contraire, l'action est résolument volontariste et positiviste : « A l'hypothèse Gaïa, vengeresse ou amicale, opposons notre avenir, celui que tous les hommes façonneront » (Brodhag, 1990, 88 et 102). C'est donc une analyse rationnelle qui est proposée, fondée sur une dimension de responsabilité. Posée en termes temporels, dans la perspective de la longue durée, la responsabilité de l'espèce humaine par rapport au milieu naturel qu'est notre planète devient donc l'un des axes majeurs de l'activité politique (dans la perspective de Hans Jonas, 1990).

La deuxième dérive consisterait à recourir à un renversement radical des rapports anthropocentriques de l'homme à la nature. En réévaluant la place de l'homme dans la nature, on résoudrait ainsi les tensions de l'homme à son milieu. Sur le plan politique, la théorie de la deep ecology n'a guère d'avenir en France (Ferry, 1992) !

Enfin, vu l'urgence et l'ampleur de la crise écologique et des dérèglements sociaux qu'elle engendre, recourir à un "éco-fascisme" (Alphandéry et alii, 1991) pourrait présenter une alternative politique attirante. La finitude impose ce traitement radical de la crise écologique ; l'urgence oblige à revoir la finalité des choix politiques dans notre société. Ce sentiment qu'il faut agir rapidement, et au bon endroit, les a naguère incité à passer de l'associatif au politique. Mais l'urgence n'implique pas que l'on ait recours à une méthode illégitime pour réorienter le sens du développement. Le cadre théorique et institutionnel, même dénoncé, reste au cœur de la pensée écologiste : « il s'agit de trouver des solutions non autoritaires, non technocratiques et aussi peu violentes que possibles » (Samuel, 1973, 19).

Par conséquent, le débat démocratique — conçu d'une manière très extensive — devient l'élément central dans la maîtrise de la crise écologique. Il faut, selon le slogan des Verts aux élections législatives de 1997, « donner un sens à l'avenir » (La synthèse du programme est publiée dans *Vert-Contact*, n°460, du 3 au 9 mai 1997). La voie est résolument démocratique : il est indispensable d'adapter les mécanismes de la démocratie et de la logique libérale à un rythme de développement compatible avec les « droits des générations futures » (selon les termes d'une pétition internationale lancée par le Commandant Cousteau en 1990).

Les premières grandes luttes environnementales (le Parc de la Vanoise, en 1969, contre le nucléaire, à Fessenheim, en 1971 jusqu'à la tragique manifestation de Malville le 31 juillet 1977 — avec la mort de Michel Vitalon —, au Larzac dès 1971..., cf. Vadrot, 1977 ; Bennahmias, Roche, 1992) structurent dès 1969 les rapports que les écologistes établissent avec les acteurs institutionnels (partis politiques, Etat...). Progressivement, la nécessité de porter ces questions au centre de la vie politique s'impose : la stratégie électorale devient dès lors le mode d'action prioritaire.

Ce faisant, on assiste à une gestion conflictuelle des temporalités. L'intégration dans le jeu politique va entraîner une acceptation de ses rythmes : en terme d'agenda (quels sont les thèmes porteurs du moment ; les rythmes des élections..., Edelman, 1991). Le temps politique introduit une tension dans cette vision du temps : il suppose que cette vision duale (immédiateté et avenir) soit conciliée avec le rythme électoral, celui du compromis dans la réalisation temporelle des propositions politiques. Cela rend difficile d'imposer la question de l'environnement au cœur des débats politiques. Méfiants quant à l'action politique, une rupture dans la famille écologiste se produit, avec un recentrement associatif de certains acteurs (comme les Amis de la Terre, au début des années 80) ; ceux-ci défendent une temporalité longue, difficilement insérable dans les débats politiques basés sur le court terme.

De plus, le temps politique impose une interrogation sur la validité de cette vision trop unilatérale ; il oblige à une hiérarchisation des priorités, pour que l'on puisse traduire en décisions les orientations généralistes du discours sur

l'environnement. Faut-il s'occuper davantage et avant tout du nucléaire, de la route ou des emplois ? Or une telle hiérarchisation s'avère difficile à réaliser, car elle suppose une confrontation critique de certains présupposés (qualité de l'air et nucléaire : *quid* des voitures électriques ?).

Pour faire face à ces processus, il est nécessaire, expliquent les leaders écologistes, de redonner tout son sens au débat démocratique, antérieur à toute décision. Le temps politique actuel n'est pas celui qui convient pour faire face aux défis planétaires : « les hommes politiques ne raisonnent qu'en fonction de la prochaine échéance électorale (...) une telle politique n'est pas adaptée pour préparer le long terme » (Brodhag, 1990, 86). Cette gestion à court terme est dénoncée par d'autres auteurs, que les écologistes ne manquent pas d'utiliser ; ainsi, Michel Serres appuie la démonstration, selon laquelle « nous ne proposons que des réponses et des solutions de terme court, parce que nous vivons à échéances immédiates et que de celles-ci nous tirons l'essentiel de notre pouvoir » (Serres, 1990, 55, cité par Brodhag, 1990). S'appuyant sur les travaux d'A. Gorz (*Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, 1980), A. Waechter synthétise l'analyse d'une concentration technocratique du pouvoir dans l'appareil bureaucratique, de la dissolution de la responsabilité dans le pouvoir technocratique (Waechter, 1990, 209). Ce faisant, il témoigne de l'importance accordée au temps dans l'élaboration des décisions publiques. Cette nouvelle perception devient alors un moyen d'élargir le champ politique, qui pourrait enfin permettre un développement soutenable (Brodhag, 1990, il représente cette idée avec un graphique, 260), et ainsi une réelle prise en charge de la question environnementale (même si cela conduit à une certaine réconciliation avec la science, Lascoumes, 1994).

Il faut au donc proposer un temps « utopique » du politique, basé sur une nouvelle éthique de l'action, une politique complexe qui repose sur la mobilisation de toute la société (« l'utopie ou la mort ! Cela a déjà été dit », » Mouvement écologique, 1978, 15 ; Brodhag, 1990, 246 ; Lipietz, 1993). Temps long, étalé, tant dans l'espace que les niveaux sociologiques concernés pour l'élaboration d'une politique. Avec, comme étape indispensable à la disparition de la crise écologique, l'installation de la paix, indispensable pour assurer un

développement harmonieux entre les hommes, et entre les hommes et la nature (« Défense et non-violence » Mouvement écologique, 1978, 126-175 ; Voynet, 1995, 99-109).

• **Le temps du doute**

Comme le constatait B. De Jouvenel dès 1965, dans un bel appel *Pour une conscience écologique* (Jouvenel, 1970, 247), « L'existence du genre humain est fondée sur les données naturelles, comme celle de tout autre espèce vivante ». La première des données naturelles est bien évidemment le temps, qui permet la perpétuation de l'espèce. Encore faut-il être en mesure de le maîtriser, dans la durée. Dans l'ensemble des discours électoraux des écologistes, l'environnement est une dimension invariablement déclinée, avec plus ou moins d'importance. Dans leur volonté de pouvoir représenter leur critique, les écologistes ont utilisé l'environnement pour expliquer, rendre perceptible et animer leur vision du temps. Ce discours présente une dimension utopique qui entend réinterroger le temps : la question du sens, du bonheur ou bien tout simplement de la valeur temps, celui de l'individu, prisonnier de son propre calendrier, de ses années comptées, est posée. Sur la base de cette analyse de l'environnement, de la place que cette notion occupe dans le discours des écologistes politiques, on perçoit le rôle de la dénonciation et de l'incantation dans la genèse d'une conception déterminée du temps.

Rappelons, encore une fois que l'écologie politique est une histoire sans passé. Que le discours est fondé sur une production littéraire, engagée, mais partielle, décousue et répétitive ; en quelque sorte, une pensée pré-philosophique. Les segments du discours sont aussi souvent stéréotypés : les arguments ou les maximes sont répétées, ils scandent le rythme du débat, lui imposent un tempo particulier. C'est une pensée avant tout construite et dirigée vers l'action.

Les temps de l'écologie ne sont donc pas de simples répétitions des temps de la Nature. Ces temps tentent de redéployer la finitude du temps et de l'espace humain : au dedans de l'Homme plutôt qu'à l'extérieur (comme le propose la vision consumériste et marchande). Au temps de la prévision rationnelle et technicienne, au temps du calcul économique, au temps de la futurologie à prétention scientifique, l'écologie politique oppose une approche *modérée* du

temps (Samuel, 1973, 21), faite de *modestie*, de *sobriété* et de *solidarité*. Cette vision est au centre d'un débat intellectuel qui dépasse largement le seul cadre du débat politique, pour s'interroger sur la finalité de la modernité. Mais, le temps proposé s'interroge sur sa propre finalité. Et même M. Gauchet accorde à la pensée écologiste qu'elle ne représente pas une « connaissance des lois du devenir débouchant sur une vision arrêtée de l'avenir » (Gauchet, 1990, 278). Les temps de l'écologie politique ont en commun de partager un doute ; un doute qui permet de concilier la protection indispensable de la Nature, sans renier l'importance de l'Homme.

Références bibliographiques

- Anger D.**, 1977, *Chronique d'une lutte*, Paris, J.-C. Simoen.
- Alier J.-M.**, hiver 1992, « Valeur écologique et valeur économique », *Ecologie Politique*, n° 1.
- Alphandéry P., Bitoun P., Dupont Y.**, 1991, *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte.
- Aznar G.**, 1981, *Tous à mi-temps*, Paris, Seuil.
- Beaud M. et C., Larbi Bouruerra M.**, 1993, *L'Etat de l'environnement dans le monde*, Paris, La Découverte.
- Bennahmias J.-L., Roche A.**, 1992, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écolo*, Paris, Albin Michel.
- Boniface P., Gribinski J.-F.**, 1994, *Les écologistes et la défense*, Paris, Dunod.
- Boy D., Roche A., Le Seigneur V.**, 1995, *L'écologie au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Brodhag C.**, 1990, *Objectif terre. Les Verts, de l'écologie à la politique*, Paris, éd. du Félin (préface d'A. Waechter).
- Brodhag C.**, 1994, *Les quatre vérités de la planète*, Paris, éd. du Félin.
- Brown Lester R., Flavin C., Postel S.**, 1989, *L'état de la Planète*, Paris, Economica.
- Brown Lester R.**, 1992, *L'état de la Planète*, Paris, Economica.
- Cans R.**, 1992, *Tous Verts !*, Paris, Calmann-Lévy.
- Carson L. R.**, 1962, *Le printemps silencieux*, Paris, Plon.
- Charbonneau B.**, 1973, *Tristes campagnes*, Paris, Denoël (rééd., 1969).
- Charbonneau B.**, 1973, *Le système et le chaos : critique du développement exponentiel*, Paris, Anthropos.
- Charbonneau B.**, 1980, *Le Feu vert : autocritique du mouvement écologiste*, Paris, Karthala, coll. Point d'interrogation.
- Club de Rome**, 1972, *Halte à la croissance ?*, *Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, fayard, Coll. « Ecologie ».
- Commoner B.**, 1969, *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?*, Paris, Seuil
- Deléage J.-P.**, 1991, *Histoire de l'Ecologie, une science de l'homme et de la nature*, Paris, La Découverte.
- Dierickx L.**, 1991, *La politisation de la valeur d'usage et l'universalité de la raison*, Bruxelles, Artel, Coll. « Reflet ».
- Dorst J.**, 1970, *La Nature dénaturée. Pour une écologie politique*, Paris, Seuil. (extraits de *Avant que la nature meure*, Delachaux et Niestlé, 1965).
- Dumont R.**, 1973, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Le Seuil, édition revue et corrigée.
- Dumont R.**, 1974, *L'écologie ou la mort. La Campagne de René Dumont*, Paris, Pauvert.
- Dumont R.**, 1989, *Mes combats*, Paris, Plon.
- Dumont R., Paquet Ch.**, 1994, *Chômage, misère : libéralisme ou démocratie*, Paris, Le Seuil.
- Edelman M.**, 1991, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil.
- Ehrlich P.**, 1972, *La Bombe P*, Paris, Fayard.
- Ferry L.**, 1992, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset.
- Fournier P.**, 1975, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Ed. du Square.

- Gauchet M.**, mai 1990, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n°60, pp. 278-282.
- Génération Ecologie, Aznar G.**, 1993, *Travailler moins, pour travailler tous*, Paris, éd. Syros Alternatives, préface d'André Gortz.
- Goldsmith E. et alii**, 1972, *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard
- Goldsmith E., Brunyard N., McCully P.**, 1991, *5000 jours pour sauver la planète*, Paris, Chêne.
- Gorz A.**, mars 1982, « La reconquête du temps », *Aujourd'hui*, n°54.
- Hastings M.**, 1994, « Le discours écologiste : un exemple d'hermaphrodisme idéologique », in Bréchon P., *Les discours politiques*, Paris, La Documentation Française.
- Jacquard A.**, 1987, *Cinq milliards d'hommes dans un vaisseau*, Paris, Seuil.
- Jacquard A.**, 1991, *Voici le temps du monde fini*, Paris, Seuil, coll. Points Essais.
- Jonas H.**, 1990, *Le Principe responsabilité*, Paris, éd. du Cerf, coll. Passages, (éd. originale 1979).
- Jouvenel D. de**, 1970, *Arcadie, essais sur le mieux-vivre*, SEDEIS, Futuribles.
- Lalonde B.**, 1981, *Sur la vague verte*, Paris, R. Laffont.
- Lascoumes P.**, 1994, *L'éco-pouvoirs, environnement et politique*, Paris, La Découverte.
- Lebreton P.**, 1988, *La nature en crise*, Paris, éd. Sang de la Terre.
- Lipietz A.**, 1989, *Choisir l'audace*, Paris, La Découverte.
- Lipietz A.**, 1992, *Berlin, Bagdad Rio*, Paris, Quai Voltaire.
- Lipietz A.**, 1993, *Vert espérance, l'avenir de l'écologie politique*, Paris, La découverte, Essais.
- Lovelock J.**, 1986, *La terre est un être vivant. L'hypothèse Gaia*, Paris, Le Rocher.
- Moscovici S., Ribes J.-P.**, 1978 *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil.
- Mouvement Ecologique**, 1978, *Vers une société écologiste aujourd'hui, (projet du Mouvement Ecologique)* Paris, Le Sycomore.
- Prendiville Brendan**, 1993, *L'écologie, la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris, L'Harmattan.
- Pucelle J.**, 1962, *Le temps*, Paris, PUF.
- Ricœur P.** (dir.), 1975, *Les cultures et le temps*, Paris, Payot-Unesco.
- Russel P.**, 1989, *La Terre s'éveille, les sauts évolutifs de Gaia*, Le Souffle d'Or.
- Salmon P.**, 1996, *Evolution et déterminants de la représentation médiatique de l'écologie politique en France : l'exemple du parti Les Verts*, Doctorat en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux III.
- Sainteny G.**, 1991, *Les Verts*, Paris, PUF, coll. Que-sais-je ?, n°2554.
- Samuel P.**, 1973, *Ecologie : détente ou cycle infernal*, Paris, coll. 10/18, n°766.
- Sauvy A.**, 1973, *Croissance zéro ?*, Paris, Calmann-Lévy.
- Simmonet D.**, 1993, *L'écologisme*, Paris, PUF, Que sais-je ?.
- Serres M.**, 1990, *Le Contrat naturel*, Paris, F. Bourin.
- Taylor R. G.**, 1970, *Le jugement dernier*, Paris, Calmann-Lévy.
- Vadrot C.-M.**, 1977, *Ecologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros.
- Van Parijs P., De Roose F. (et alii.)**, « Fragments pour une Encyclopédie de la Pensée Ecologiste », *La Revue nouvelle*, Tome XCII, n°42, fév. 1990, pp. 94-110.
- Verts (Les)**, 1994, *Le livre des Verts, Dictionnaire de l'écologie politique*, Paris, éd. du Felin.
- Villalba B.**, 1995, *De l'identité des Verts, essais sur la constitution d'un nouvel acteur politique*, Doctorat en science politique.
- Villalba B.**, janvier-mars 1997, « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°53.
- Voynet D.**, 1995, *Oser l'écologie et la solidarité*, Paris, éd. de l'aube.
- Waechter A.**, 1990, *Dessine-moi une planète ; l'écologie maintenant ou jamais*, Paris, Albin Michel.
- Ward B., Dubos R.**, 1972, *Nous n'avons qu'une Terre*, Paris, Denoël, « J'ai lu , documents ».

Les temps de l'écologie politique

Bruno Villalba, Centre de Recherches Administratives Politiques et Sociales (CRAPS-URA-CNRS 982), Université de Lille II), CRAPS, 1, place Déliot, BP 629, F-59024 Lille Cedex. Tél. : 03 20 90 74 51 ; Fax : 03 20 90 77 00.

Introduction

Le temps est socialisé, comme l'a montré Maurice Halbwachs (*Les cadres sociaux de la mémoire*). Il est aussi socialisé différemment selon les groupes sociaux (Ricœur, 1975). Mais pour cela, il faut que ce groupe ait eu le temps de se doter d'une histoire qui lui soit propre, et qu'elle ait la possibilité de se construire autour d'éléments structurants. En ce qui concerne l'écologie politique, l'environnement a été le catalyseur de l'engagement en politique d'une partie des écologistes (Simmonet, 1993 ; Sainteny, 1991) et a contribué à rythmer les étapes de leur développement (Villalba, 1997, 85-97).

Il faut néanmoins souligner l'absence d'unité dans la pensée de l'écologie politique (Hastings, 1994). L'environnement n'a pas la même interprétation, ni la même place dans la hiérarchie des valeurs au sein des préoccupations des mouvements écologistes français. Est-il un simple révélateur, ou l'ultime finalité de l'action ? Sur cette base minimaliste, on peut dissocier l'écologie politique de l'écologie environnementaliste (dont le rôle se conçoit avant tout comme un syndicat de la nature). Reste à cerner les porte-paroles du "parler vert"... Depuis les premiers candidats écologistes en 1973, l'écologie politique peine à se doter d'une organisation pérenne, en mesure de constituer et de porter le discours officiel de l'écologie politique. Il faudra attendre 1984 pour que le premier mouvement politique écologiste — les Verts — se donne les moyens de fédérer les différents courants de l'écologie. Pour autant, les Verts ne disposent pas d'un monopole d'expression (une petite dizaine de mouvements écologistes peuvent être dénombrée...). L'élaboration de cette parole écologiste résulte d'une lente

appropriation par les écologistes politiques de courants de pensées qui expriment une sensibilité commune. Il convient donc de prendre la mesure de l'ensemble de ces acteurs, afin de ne pas circonscrire le discours écologiste à l'un ou l'autre.

Si l'on affine encore l'étude de cette relation entre écologie politique et la nature, le temps peut apparaître comme l'un des ingrédients décisifs de cette alchimie. Si l'environnement est certes l'élément fédérateur de l'activité politique des écologistes, le temps représente l'ultime sens de cet engagement. Sous l'influence de certains auteurs (parfois extérieurs à la mouvance écologiste) et de leurs propres activités (dont la littérature sur les mouvements sociaux a longuement témoigné), les écologistes ont inscrit le temps au cœur de leur discours. La thématique de l'environnement ne peut donc se dissocier d'une réflexion sur le temps de l'homme dans sa relation avec la Nature, mais aussi des relations sociales des hommes entre eux. En étudiant les processus de constitution des représentations du temps et de l'environnement chez les écologistes politiques, il s'agira de réfléchir sur les raisons, les moyens et les sens de cette relation.

On doit cependant parler *des* temps de l'écologie politique. Les perceptions du temps résultent d'une approche plurielle de concept du temps : du temps-prophétique au temps-durable, du temps-catastrophe au temps-démocratique, du temps-local au temps-global.

1. Les failles environnementales du temps

La perception du temps chez les écologistes politique est intimement liée à leur représentation de la crise environnementale, de ce qu'ils nommeront la « crise écologique ». L'état de la nature induit un sentiment d'urgence dans le traitement du temps humain.

1. 1. La finitude du temps et de l'espace : le temps prophétique

Dès les origines de l'écologie politique, le constat est sans appel : il est urgent d'agir. « Nous n'avons qu'une seule terre, et cette Terre est petite et limitée. Or, dans une recherche aberrante d'un progrès quantitatif, un faux progrès en définitif, nous épuisons les ressources non renouvelables, nous comblons l'espace de gigantesques agglomérations où il ne fait pas bon vivre et nous détruisons la beauté, la nature, nous dégradons de façon irréversible notre milieu de vie » affirme la profession de foi des premiers candidats écologistes à une élection française (Salmon, 1996, 25). Cette profession est révélatrice de la perception du sens de l'action politique des écologistes ; le temps est menacé : la crise écologique entraîne une crise du devenir.

Prenant appui sur un courant littéraire international [*Le printemps silencieux* (Carson, 1962) ; *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?* (Commoner, 1969), *Le jugement dernier* (Taylor, 1970) ; *Changer ou disparaître. Plan pour la survie* (Goldsmith et alii, 1972)...] ou national [J. Dorst, *La nature dénaturée* (1970) ou celui de B. Charbonneau, *Tristes campagnes* (1973)...] qui met l'accent sur la situation dramatique de notre monde, les leaders de l'écologie politique rédigent des ouvrages aux titres évocateurs : *L'écologie ou la mort* (Dumont, 1974), *L'écologie maintenant ou jamais* (Waechter, 1990). La mouvance écologiste entretient le même climat. Ainsi la presse écologiste (cf. le « Manifeste écologiste », *Combat Nature*, n°9 ; Prediville, 1993, 24 ; Salmon, 1996, 34-38 et 145-150) ou plus ou moins généraliste (comme le *Nouvel Obs*, avec son supplément *Le Sauvage*) impulsent et généralisent ce constat. D'autres sont encore plus radicaux, tels P. Fournier qui avec son livre *Y'en a plus pour longtemps* (1975) témoigne de cette vision catastrophiste qui continue d'animer un pan du discours écologiste. L'écologie se présente alors comme une « subversion » radicale (Vadrot, 1977).

Cette perception alarmante de l'état de la nature reste une constante dans les écrits des acteurs de l'écologie politique (Dumont, 1974 ; Samuel, 1977 ; Lalonde, 1981 ; Brodhag, 1990 et 1994 ; Voynet, 1995). Au-delà de la sphère écologiste, on retrouve les mêmes accents, plus ou moins messianiques, comme chez Th. Monod ou A. Jacquard. Cette vision humaniste n'est pas étrangère aux écologistes, et souvent elle constituera une source importante dans la légitimation

de leurs invocations. Ce cri d'alarme provient d'un constat, qui peut à présent sembler d'évidence : le temps et l'espace ont des *limites*. Le temps de l'Homme est menacé par l'abondance des hommes, par l'épuisement des ressources naturelles... « L'espace nous est compté » (Waechter, 1990, 35) : la Terre est un espace limité, étroit, qu'il convient donc de protéger contre les excès de l'homme. S'appuyant sur les travaux nombreux (comme *Nous n'avons qu'une Terre*, Ward, Dubos, 1972), l'écologie politique systématise dans son analyse la dénonciation des atteintes à l'environnement, ici et ailleurs ; les nuisances sur l'environnement n'ont désormais plus de limites : c'est la mondialisation des déséquilibres écologiques. Mais ce double constat « récent [n'est] pas encore entré dans nos consciences » (Jacquard, 1991, 107). Par conséquent, ces dénonciations deviennent des figures imposées dans l'ensemble des livres des leaders de l'écologie politique. Les écologistes politiques ont intégrés dans leur mentalité ces finitudes issues d'un état dégradé de la nature à l'échelle planétaire, qui remet en question le devenir de l'espèce humaine. D'autant plus que le quotidien semble valider ces analyses.

1. 2. La permanence de l'événement : la temporalisation répétitive de la prophétie

Le temps des écologistes n'a rien "d'intemporel" : il est tout au contraire construit sur l'immédiateté de sa perception. La fonction de *l'événement* prend alors une place centrale. Il est tout d'abord perçu comme porteur d'une signification justificatrice. Il est l'élément de confirmation, qui prolonge et amplifie le sens d'un discours sur l'environnement, mais surtout offre un point d'ancrage dans la réalité et ramène l'écologiste dans son domaine privilégié : l'action quotidienne. Ce ne sont pas les causes qui sont les plus importantes ici, mais le sens que leur attribuent les écologistes. Dès lors, l'accident n'est pas le produit d'une erreur, d'une fatalité, mais une conséquence logique. Matérialisation de l'événement, il démontre l'incapacité de tout prévoir. S'inscrivant dans un courant de pensée critique vis-à-vis du développement techniciste de notre société (animé notamment par quelques auteurs qui bénéficient d'une certaine écoute chez les écologistes, comme J. Ellul, B. Charbonneau, J. Baudrillard, E. Morin, S. Moscovici, J. Chesneaux, ou bien

encore I. Illich ou H. Marcuse), la vision écologiste du temps se présente comme une brèche dans la rationalité scientiste. Au principe de la gestion rationnelle et prévisible, elle oppose le principe de l'imprévisibilité définitive du devenir.

De plus, l'événement est un principe d'organisation d'une expérience vécue (ou réappropriée comme telle, c'est-à-dire intériorisée par le militant qui l'intègre dans son échelle de valeur personnelle et partisane), qui prend, par l'intermédiaire de l'action politique, une dimension collective : « (...) l'action d'hommes et de femmes agressés dans leur chair par la mort des rivières » (Waechter, 1990, 16). C'est une puissance formatrice et instauratrice de signification qui porte témoignage (Anger, 1977 ; Charbonneau, 1980) . Il a donc une dimension individuelle, et conduit à une induction collective (Moscovici, Ribes, 1978 ; Lalonde, 1981 ; Dumont, 1989). Enfin, la fonction du récit de l'événement permet d'englober le passé, d'expliquer la situation actuelle, mais aussi de s'interroger sur le dénouement ; on peut ainsi relier une lecture plus globale à une situation vécue.

La thématique de l'environnement présente en elle-même une vision globale et structurée du présent et du devenir collectif. La lecture imaginaire qu'elle offre, permet de rendre une compréhension à l'histoire présente, d'en dégager les incohérences, d'en dénoncer les logiques d'erreur, et ainsi de pouvoir reconstruire une perspective, sans que celle-ci soit autoritairement construite. Car dans le rapport espace-humain-temps, l'humain garde une dimension illimitée. Par la diversité de ses choix, de ses rythmes individuels et collectifs, l'homme peut se permettre de reculer les limites du temps fini...

2. La gestion écologique du temps politique : la critique sociale du temps-marchand

Il est temps d'entrer en politique, afin d'infléchir les choix politiques, et de mettre fin à la finitude. Pour cela, il faut sans hésitation, mettre « Halte au cancer de l'expansion » proclame une affiche du mouvement Alsacien "Écologie et survie" en 1973 (*in* Salmon, 1996, 25) ; dès ses origines, l'écologie se présente comme « la critique de la société industrielle » (Mouvement écologique, 1978, 11).

2.1. L'environnement recomposé : vers un temps "soutenable"

En s'opposant à la durée du temps-marchand, basée sur l'immédiateté, l'écologie politique souhaite proposer une autre *durée* du temps. Au fil du temps, elle s'est dotée, avec le concept de *développement soutenable*, d'un nouvel outil d'analyse des relations espace-homme-temps.

L'approche politique de l'écologie s'interroge sur la réalité de l'optimisme sans limite prôné par la logique productiviste (« le capitalisme, à l'ouest, comme le socialisme à l'Est », *Le choix de la Vie*, Les Verts, plaquette, 1989). Elle serait celle d'une vision d'un monde infini, aux ressources inépuisables, associée à une perception infinie dans les capacités humaines à faire face aux pires défis de la crise écologique. Or, pour l'écologie politique, il est difficile de faire coïncider ces durées différentes : le temps de l'immédiat (du très court terme, comme dans le domaine politique ou économique) et le temps long (comme celui des cycles naturels). Il faut alors rompre avec « l'expansion sauvage actuelle nous menant tout droit aux pires catastrophes » (Dumont, 1974, 8)... Cette remise en cause du temps-marchand n'est pas nouvelle en soi. Dès le début des années 70, une jonction intellectuelle est faite entre la critique écologiste et la critique du développement économique (que ce soit avec B. Charbonneau (*Le système et le chaos : critique du développement exponentiel*, 1973) ou, avec un impact médiatique plus important, J. Baudrillard, A. Gorz ou E. Morin...). Elle est cependant originale en ce que la critique intervient dans une phase historique où l'environnement économique a atteint un stade de développement productif et technique sans égal dans l'Histoire. La critique vise ainsi avant tout l'approche économiste du temps humain.

La *durée* proposée par les écologistes est construite autour d'une remise en cause de l'idée selon laquelle l'environnement peut faire l'objet d'une appropriation immédiate. L'environnement est perçu comme un simple usufruit ; c'est le sens de la maxime de Saint Exupéry, très souvent reprise : « nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous empruntons la terre de nos enfants ». Par conséquent, l'écologie politique s'oppose à la façon dont nous utilisons l'environnement, ce calcul sur le devenir immédiat de la nature en fonction des seuls impératifs de l'instant. On aboutit alors à une critique parallèle

d'une gestion planétaire de la notion de développement, au niveau des Etats-Nations comme de l'individu. C'est par exemple, la volonté de gérer l'espace, à la fois mondialement et localement, afin que l'on puisse tenir compte des disparités dans les rythmes de développement, et que le rythme occidental ne s'impose pas à l'ensemble de la planète. C'est le sens du cri répétitif de R. Dumont (1962 : *L'Afrique noire est mal partie* ; 1967 : *L'Afrique étranglée* ; 1986 : *Pour l'Afrique, j'accuse*), ou des analyses économiques du Vert A. Lipietz (1989 et 1992).

Cette remise en cause du temps économique, cette « reconquête du temps » (Gorz, 1982) se présente comme un changement d'échelle afin de réexaminer les ordres, les hiérarchies du temps qui nous sont actuellement servies par le système économique. Pourtant, cette approche radicale dans la confrontation des durées s'émousse quelque peu... Ainsi, avec une activité politique grandissante, le discours écologiste s'oriente de plus en plus vers la question économique. Il entend devenir plus réaliste, plus crédible. Le concept de développement soutenable va leur offrir une transition souple. Sans utopisme excessif, sans radicalité extrême, puisqu'il prend appui sur des travaux scientifiques internationaux (qui proviennent des analyses du Club de Rome du début des années 70, *Les limites de la croissance*, 1972, et Sauvy, 1973), le concept de développement soutenable va permettre de réaliser une union heureuse entre la logique de la croissance et la prise en compte de l'environnement (Alier, 1992). Prenant corps dans la rhétorique des écologistes politiques au début des années 90 (Lipietz, 1992 ; *Vert-Contact*, n°289, 17-23/04 1993 ; Les Verts, 1994, « Développement soutenable », pp. 65-70), il va jusqu'à devenir l'un des axes programmatiques des Verts au pouvoir dans le Conseil régional du Nord/Pas-de-Calais (*Vert-contact*, n°444 bis, 21 déc. 96-10 janvier 97). Ce faisant, la radicalité s'amenuise ; il est désormais possible d'envisager, même au sein de l'écologie politique, une conciliation entre la logique économique productiviste, et la préservation de l'environnement. Et cela se fera par le biais du jeu démocratique (Dumont R., Paquet Ch., 1994).

2.2. *L'environnement-social recomposé : le temps du débat démocratique*

Si l'environnement a été l'élément critique qui a révélé la finitude du temps économique, il a aussi permis l'émergence d'une critique du temps politique (les rythmes de la démocratie). Dès lors, la prise en compte du temps comme facteur d'un engagement politique se fait aussi *face* au temps de la société actuelle. Grâce à la thématique de l'environnement, les écologistes peuvent insister sur les limites du temps social du système économique occidental. Car il s'agit bien d'inscrire l'écologie politique comme une pensée critique de la gestion démocratique du temps dans nos sociétés industrielles. L'approche temporelle est donc par essence, politique... L'approche idéologique s'éloigne résolument d'une vision mystique de la résolution de la crise écologique (comme l'hypothèse Gaia, Lovelock, 1986 ; Russel, 1989, à la différence de Brodhag, 1990, 88 et 102). C'est donc une analyse rationnelle qui est proposée, fondée sur une dimension de responsabilité. Posée en termes temporels, dans la perspective de la longue durée, la responsabilité de l'espèce humaine par rapport au milieu naturel qu'est notre planète devient donc l'un des axes majeurs de l'activité politique (dans la perspective de Hans Jonas, 1990).

Dès lors, la politique — conçue d'une manière très extensive — devient l'élément central dans la maîtrise de la crise écologique. L'engagement en politique traduit la volonté de maîtriser le temps politique, afin de faire le « choix de l'écologie » (Dumont, 1974), c'est-à-dire le « Choix de la vie » (slogan élection présidentielle de 1988), car « il est temps d'être humain » (slogan des Verts Nord/Pas-de-Calais, régionales 1992), pour donner « du sens à l'avenir » (slogan législatives 1997). Mais l'urgence ne peut cependant faire l'impasse sur la méthode à employer pour réorienter le sens du développement. L'"éco-fascisme" (Alphandéry et alii, 1991) ne concerne guère l'écologie politique française (« il s'agit de trouver des solutions non autoritaires, non technocratiques et aussi peu violentes que possibles », Samuel, 1973, 19) ; pas plus que la *deep ecology* (Ferry, 1992) ! La voie est résolument démocratique : il est nécessaire d'adapter les mécanismes de la démocratie et de la logique libérale à un rythme de développement compatible avec les « droits des générations futures » (selon les termes d'une pétition internationale lancée par le Commandant Cousteau en 1990).

Il faut donc participer au jeu démocratique et l'infléchir ; même si la logique électorale demandera plus de temps à être comprise et surtout acceptée (Boy, Roche, Le Seigneur, 1995) ; même si cette participation entraîne une évolution dans la perception des priorités en terme d'action (sous l'effet de l'agenda, ..., Edelman, 1991) ; même si elle oblige à une certaine redéfinition de la perception de la durée (la temporalité longue, difficilement intégrable dans les débats politiques basés sur le court terme). La participation n'est acceptée pleinement que dans l'espoir de (re)donner tout son sens au débat démocratique, antérieur à toute décision. Il faut donc proposer un temps « utopique » du politique, basé sur une nouvelle éthique de l'action, une politique complexe qui repose sur la mobilisation de toute la société (« l'utopie ou la mort ! Cela a déjà été dit », » Mouvement écologique, 1978, 15 ; Brodhag, 1990, 246 ; Lipietz, 1993), qui s'interroge sur sa propre temporalité (temps courts et enjeux planétaires, Brodhag, 1990, 86) et sa méthode de gestion du temps du débat (concentration technocratique, dissolution de la responsabilité, Waechter, 1990, 209). Ce faisant, il témoigne de l'importance accordée au temps dans l'élaboration des décisions publiques. Cette nouvelle perception devient alors un moyen d'élargir le champ politique, qui pourrait enfin permettre un développement soutenable et ainsi une réelle prise en charge de la question environnementale, sans oublier la question sociale.

• Conclusion : Le temps du doute

Comme le constatait B. De Jouvenel dès 1965, dans un bel appel *Pour une conscience écologique* (Jouvenel, 1970, 247), « L'existence du genre humain est fondée sur les données naturelles, comme celle de tout autre espèce vivante ». La première des données naturelles est bien évidemment le temps, qui permet la perpétuation de l'espèce. Encore faut-il être en mesure de le maîtriser, dans la durée. Dans l'ensemble des discours électoraux des écologistes, l'environnement est une dimension invariablement déclinée, avec plus ou moins d'importance. Dans leur volonté de pouvoir représenter leur critique, les écologistes ont utilisé l'environnement pour expliquer, rendre perceptible et animer leur vision du temps. Ce discours présente une dimension utopique qui entend réinterroger le

temps : la question du sens, du bonheur ou bien tout simplement de la valeur temps, celui de l'individu, prisonnier de son propre calendrier, de ses années comptées, est posée.

Rappelons, encore une fois que l'écologie politique est une histoire sans passé. Que le discours est fondé sur une production littéraire, engagée, mais partielle, décousue et répétitive, empruntant largement ses présupposés théoriques dans de nombreux courants intellectuels. On aboutit à, en quelque sorte, une pensée pré-philosophique.

Les temps de l'écologie ne sont donc pas de simples répétitions des temps de la Nature. Ces temps tentent de redéployer la finitude du temps et de l'espace humain : au dedans de l'Homme plutôt que l'extérieur (comme le propose la vision consumériste et marchande). Au temps de la prévision rationnelle et technicienne, au temps du calcul économique, au temps de la futurologie à prétention scientifique, l'écologie politique oppose une approche *modérée* du temps (Samuel, 1973, 21), faite de *modestie*, de *sobriété* et de *solidarité*. Cette vision est au centre d'un débat intellectuel qui dépasse largement le seul cadre du débat politicien, pour s'interroger sur la finalité de la modernité. Mais, le temps ainsi proposé s'interroge sur sa propre finalité. Et même M. Gauchet accorde à la pensée écologiste qu'elle ne représente pas une « connaissance des lois du devenir débouchant sur une vision arrêtée de l'avenir » (Gauchet, 1990, 278). Les temps de l'écologie politique ont en commun de partager un doute sur leurs finalités ; un doute qui permet de concilier la protection indispensable de la Nature, sans renier l'importance de l'Homme.

Références bibliographiques

- Anger D.**, 1977, *Chronique d'une lutte*, Paris, J.-C. Simoen.
Alier J.-M., hiver 1992, « Valeur écologique et valeur économique », *Ecologie Politique*, n°1.
Alphandéry P., Bitoun P., Dupont Y., 1991, *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte.
Boy D., Roche A., Le Seigneur V., 1995, *L'écologie au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po.
Brodhag C., 1990, *Objectif terre. Les Verts, de l'écologie à la politique*, Paris, éd. du Félin (préface d'A. Waechter).
Brodhag C., 1994, *Les quatre vérités de la planète*, Paris, éd. du Félin.
Carson L. R., 1962, *Le printemps silencieux*, Paris, Plon.
Charbonneau B., 1973, *Tristes campagnes*, Paris, Denoël (rééd., 1969).
Charbonneau B., 1973, *Le système et le chaos : critique du développement exponentiel*, Paris, Anthropos.
Charbonneau B., 1980, *Le Feu vert : autocritique du mouvement écologiste*, Paris, Karthala, coll. Point d'interrogation.

- Club de Rome**, 1972, *Halte à la croissance ?*, *Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, Coll. « Ecologie ».
- Commoner B.**, 1969, *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?*, Paris, Seuil
- Dorst J.**, 1970, *La Nature dénaturée. Pour une écologie politique*, Paris, Seuil. (extraits de *Avant que la nature meure*, Delachaux et Niestlé, 1965).
- Dumont R.**, 1973, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Le Seuil, édition revue et corrigée.
- Dumont R.**, 1974, *L'écologie ou la mort. La Campagne de René Dumont*, Paris, Pauvert.
- Dumont R.**, 1989, *Mes combats*, Paris, Plon.
- Dumont R.**, Paquet Ch., 1994, *Chômage, misère : libéralisme ou démocratie*, Paris, Le Seuil.
- Edelman M.**, 1991, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil.
- Ferry L.**, 1992, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset.
- Fournier P.**, 1975, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Ed. du Square.
- Gauchet M.**, mai 1990, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n°60, pp. 278-282.
- Goldsmith E. et alii**, 1972, *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard
- Hastings M.**, 1994, « Le discours écologiste : un exemple d'hermaphrodisme idéologique », in Bréchon P., *Les discours politiques*, Paris, La Documentation Française.
- Jacquard A.**, 1991, *Voici le temps du monde fini*, Paris, Seuil, coll. Points Essais.
- Jonas H.**, 1990, *Le Principe responsabilité*, Paris, éd. du Cerf, coll. Passages, (éd. originale 1979).
- Jouvenel D. de**, 1970, *Arcadie, essais sur le mieux-vivre*, SEDEIS, Futuribles.
- Lalonde B.**, 1981, *Sur la vague verte*, Paris, R. Laffont.
- Lipietz A.**, 1989, *Choisir l'audace*, Paris, La Découverte.
- Lipietz A.**, 1992, *Berlin, Bagdad Rio*, Paris, Quai Voltaire.
- Lipietz A.**, 1993, *Vert espérance, l'avenir de l'écologie politique*, Paris, La découverte, Essais.
- Lovelock J.**, 1986, *La terre est un être vivant. L'hypothèse Gaia*, Paris, Le Rocher.
- Moscovici S., Ribes J.-P.**, 1978 *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil.
- Mouvement Ecologique**, 1978, *Vers une société écologiste aujourd'hui, (projet du Mouvement Ecologique)* Paris, Le Sycomore.
- Prendiville Brendan**, 1993, *L'écologie, la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris, L'Harmattan.
- Ricœur P.** (dir.), 1975, *Les cultures et le temps*, Paris, Payot-Unesco.
- Russel P.**, 1989, *La Terre s'éveille, les sauts évolutifs de Gaia*, Le Souffle d'Or.
- Salmon P.**, 1996, *Evolution et déterminants de la représentation médiatique de l'écologie politique en France : l'exemple du parti Les Verts*, Doctorat en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux III.
- Sainteny G.**, 1991, *Les Verts*, Paris, PUF, coll. Que-sais-je ?, n°2554.
- Samuel P.**, 1973, *Ecologie : détente ou cycle infernal*, Paris, coll. 10/18, n°766.
- Samuel P.**, 1977, *Les Ecologistes par eux-mêmes*, Paris, Marabout.
- Sauvy A.**, 1973, *Croissance zéro ?*, Paris, Calmann-Lévy.
- Simmonet D.**, 1993, *L'écologisme*, Paris, PUF, Que sais-je ?.
- Taylor R. G.**, 1970, *Le jugement dernier*, Paris, Calmann-Lévy.
- Vadrot C.-M.**, 1977, *Ecologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros.
- Verts (Les)**, 1994, *Le livre des Verts, Dictionnaire de l'écologie politique*, Paris, éd. du Felin.
- Villalba B.**, janvier-mars 1997, « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°53.
- Voynet D.**, 1995, *Oser l'écologie et la solidarité*, Paris, éd. de l'aube.
- Ward B., Dubos R.**, 1972, *Nous n'avons qu'une Terre*, Paris, Denoël, « J'ai lu, documents ».

Version présentée lors du colloque les temps de l'environnement, mars 97, Toulouse

« Toutes les questions ne sont pas écologistes dans leur problématique fondamentale, mais il y a un point de vue écologiste sur toutes les questions politiques » Paul Ricœur, (« L'éthique, le politique, l'écologie », entretien, *in Ecologie politique*, n°8, 1993).

Introduction

Le temps est socialisé, comme l'a montré Maurice Halbwachs (*Les cadres sociaux de la mémoire* et *La mémoire collective*). Il est aussi socialisé différemment selon les groupes sociaux (Ricœur, 1975). Mais pour cela, il faut que ce groupe ait eu le temps de se doter d'une histoire qui lui soit propre, et qu'elle ait la possibilité de se construire autour d'éléments structurant. En ce qui concerne l'écologie politique, l'environnement a été le catalyseur de l'engagement en politique d'une partie des écologistes (Simmonet, 1993 ; Sainteny, 1991) et a contribué à rythmer les étapes de leur développement (Villalba, 1997, 85-97).

Il faut néanmoins souligner l'absence d'unité dans la pensée de l'écologie politique (Hastings, 1994). L'environnement n'a pas la même interprétation, ni la même place dans la hiérarchie des valeurs au sein des préoccupations des mouvements français. L'environnement est-il un simple révélateur, ou l'ultime finalité de l'action ? Sur cette base minimaliste, on peut dissocier l'écologie politique de l'écologie environnementaliste (dont le rôle se conçoit avant tout comme un syndicat de la nature).

Reste à cerner les porte-paroles du "parler vert"... Depuis les premiers candidats écologistes en 1973, l'écologie politique peine à se doter d'une organisation pérenne, en mesure de constituer et de porter le discours officiel de l'écologie politique. Il faudra attendre 1984 pour que le premier mouvement politique écologiste — les Verts — se donne les moyens de fédérer les différents courants de l'écologie (Alphandéry, Bitoun, Dupont, 1991). Pour autant, on ne peut réduire le discours écologiste aux seuls Verts. La concurrence d'un mouvement comme Génération écologie est là pour rappeler que les Verts ne disposent pas d'un monopole d'expression (Villalba, 1995, 390-404). Mais le discours des Verts, comme celui des autres formations écologistes (on n'en

dénombrer pas moins à l'heure actuelle d'une petite dizaine...) résulte avant tout d'une « mosaïque de références parfois contradictoires » (Hastings, 1994, 117). L'élaboration de cette parole écologiste résulte d'une lente appropriation par les écologistes politiques de courants de pensées qui expriment une sensibilité commune. Peu à peu, l'écologie politique se dote de lieux propres (presse militante par exemple) à la formation de son "idéologie"³, même s'il faut attendre les résultats électoraux plus favorables pour que la pensée écologiste sorte des cercles confidentiels des convaincus et intéresse les maisons d'éditions... Il convient donc de prendre la mesure de l'ensemble de ces acteurs, afin de ne pas circonscrire le discours écologiste à l'un ou l'autre.

Quoi qu'il en soit, derrière cette diversité des origines et des organes chargés de créer, d'animer et de représenter le discours écologiste, on peut constater qu'il existe certaines notions communément partagées. La Nature représente évidemment une donnée fondamentale. L'homme se trouve pensé dans la nature (Moscovici, Ribes, 1978). Mais si l'on affine encore l'étude de cette relation entre écologie politique et la nature, le temps peut apparaître comme l'un des ingrédients décisifs de cette alchimie. Si l'environnement est certes l'élément fédérateur de l'activité politique des écologistes, le temps représente l'ultime sens de cet engagement. Sous l'influence de certains auteurs (parfois extérieurs à la mouvance écologiste) et de leurs propres activités (dont la littérature sur les mouvements sociaux a longuement témoigné), les écologistes ont inscrit le temps au cœur de leur discours. La thématique de l'environnement ne peut donc se dissocier d'une réflexion sur le temps de l'homme dans sa relation avec la Nature, mais aussi des relations sociales des hommes entre eux. En étudiant les processus de constitution des représentations du temps et de l'environnement chez les écologistes politiques, il s'agira de réfléchir sur les raisons, les moyens et les sens de cette relation.

On doit cependant parler *des* temps de l'écologie politique. D'abord parce qu'il manque d'un porte-parolat monopolistique. Ensuite parce que la pensée écologiste ne présente pas un degré d'homogénéité suffisant pour qu'on puisse y

³ On ne peut cependant pas à proprement parler d'une idéologie, au sens aronien du terme par exemple, c'est-à-dire, « une représentation globale de la société et de son passé, représentation

extraire l'image d'un temps (Van Parijs, De Roose, 1990). Enfin, parce que les perceptions du temps résultent d'une approche plurielle du concept du temps : du temps-prophétique au temps-durable, du temps-catastrophe au temps-démocratique, du temps-local au temps-global, la chronique de l'écologie politique montre que toutes ces approches sont élaborées successivement, mais aussi cumulativement. On peut cependant, à travers le thème de l'environnement, percevoir une évolution dans l'analyse du temps faite par les écologistes politiques. Ce thème de l'environnement a ainsi contribué à façonner les rythmes électoraux, ainsi que les positionnements stratégiques de l'écologie politique française.

1. Les failles environnementales du temps

« la situation d'urgence où se trouve l'humanité en cette fin de siècle » (jacquard, 1991, 17).

La perception du temps chez les écologistes politique est intimement lié à leur représentation de la crise environnemental, de ce qu'ils nommeront la « crise écologique ». L'état de la nature induit un sentiment d'urgence dans le traitement du temps humain. D'autant plus, que ce temps est menacé au quotidien.

1.1. *La finitude du temps et de l'espace : le temps prophétique*

Le temps est menacé : la crise écologique entraîne une crise du devenir. Dès les origines de l'écologie politique, le constat est sans appel : il est urgent d'agir. « Nous n'avons qu'une seule terre, et cette Terre est petite est limitée. Or, dans une recherche aberrante d'un progrès quantitatif, un faux progrès en définitive, nous épuisons les ressources non renouvelables, nous comblons l'espace de gigantesque agglomérations où il ne fait pas bon vivre et nous détruisons la beauté, la nature, nous dégradons de façon irréversible notre milieu de vie » affirme la profession de foi des premiers candidats écologistes à une élection française (Salmon, 1996, 25). Cette profession est révélatrice de la perception du sens de l'action politique des écologistes.

Prenant appuis sur un courant littéraire international [*Le printemps silencieux* (Carson, 1962) ; *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?*

annonçant le salut et prescrivant l'action libératrice ».

(Commoner, 1969), *Le jugement dernier* (Taylor, 1970) ; *Changer ou disparaître. Plan pour la survie* (Goldsmith et alii, 1972)...] ou national [comme le livre précurseur de Jean Dorst (*La nature dénaturée*, 1970) ou celui de B. Charbonneau *Tristes campagnes* (1973)...] qui met l'accent sur la situation dramatique de notre monde, les leaders de l'écologie politique rédigent des ouvrages aux titres évocateurs : *L'écologie ou la mort* (Dumont, 1974), *L'écologie maintenant ou jamais* (Waechter, 1990). La mouvance écologiste entretient le même climat. Ainsi la presse écologiste (comme *La Gueule ouverte*, ou dans une moindre mesure, *Charlie-Hebdo*, ou la presse spécialisée, cf. le « Manifeste écologiste », *Combat Nature*, n°9 ; Prendiville, 1993, 24 ; Salmon, 1996, 34-38 et 145-150) ou plus ou moins généraliste (comme le *Nouvel Obs*, avec son supplément *Le Sauvage*) impulsent et généralisent ce constat. D'autres sont encore plus radicaux, tels P. Fournier qui avec son livre *Y'en a plus pour longtemps* (1975) témoigne de cette vision catastrophiste qui continue d'animer une pan du discours écologiste. Mais le discours peut aussi être tragique (comme le sous-titre du journal de Pierre Fournier, *La gueule ouverte, le seul journal qui annonce la fin du monde*), colérique ou violent. C'est une période, que certains qualifient de « stade infantile de l'écologisme » (Cans, 1992, 226), tant la dénonciation joue sur le discours prophétique. L'écologie se présente alors comme une « subversion » radicale (Vadrot, 1977).

Cette perception alarmante de l'état de la nature reste une constante dans les écrits des acteurs de l'écologie, qu'elle soit politique (Brodhag, 1990 et 1994⁴), ou plus associatives (*La nature en crise*, Lebreton, 1988), ou d'inspiration plus généraliste (*L'état de la Planète*, Brown et alii, 1989 ; Brown, 1992 ; *L'Etat de l'environnement dans le monde*, Beaud, Larbi Bouruerra, 1993). L'histoire de l'écologie montre que le discours scientifique n'est pas exempt de cette dimension alarmante (Deléage, 1991). Le temps nous est toujours compté... à quelques jours près (*5000 jours pour sauver la planète*, Goldsmith, 1991). Au-delà de la sphère écologiste, on retrouve les mêmes accents, plus ou moins messianique, comme chez Th. Monod ou A. Jacquard. Cette vision humaniste n'est pas étrangère aux écologistes, et souvent elle constituera une source importante dans la légitimation

de leurs invocations. Pour autant, le catastrophisme n'est pas une règle absolue : « les dangers ne sont pas aussi immédiats ni aussi simplistes » prévient dès 1973 Pierre Samuel (Samuel, 1973, 19).

Ce cri d'alarme provient d'une perception du monde et de son histoire : l'espace et le temps ont des limites... Le temps humain, au delà du rythme naturel du temps qui s'écoule, est à présent un temps compté ; l'espace humain se résume à une toute petite planète... Or, « la finitude de la terre des hommes est un constat récent. Il n'est pas encore entré dans nos consciences » (Jacquard, 1991, 107). Les principales raisons de la finitude du temps sont toujours d'actualité. Par exemple, le déséquilibre démographique reste toujours aussi préoccupant. La saturation de la planète par l'abondance des hommes, leur évolution exponentielle conduira à une explosion planétaire (Ehrlich P., 1972 ; Jacquard, 1987). L'écologie politique reprendra tout entière cette thématique. Le seuil de la population est atteint (Brodhag, 1990, 83). Le défi du nombre conduit à une déshumanisation par l'insécurité alimentaire (Waechter, 1990, 135), mais et surtout par l'épuisement des ressources naturelles du monde.

« L'espace nous est compté » rappelle tout Antoine Waechter (1990, 35). La Terre est un espace limité, étroit, et qu'il convient donc de protéger contre les excès de l'homme. Prenant appui sur les travaux nombreux (comme *Nous n'avons qu'une Terre*, Ward, Dubos, 1972), l'écologie politique systématise dans son analyse la dénonciation des atteintes à l'environnement, ici et ailleurs. Cela devient une figure de style imposée dans l'ensemble des livres des leaders de l'écologie politique. Ils y consacrent même des chapitres thématiques » (l'eau, l'air, la mer, le tiers-monde..., Brodhag, 1990, 109-137, « L'eau, un bien précieux » ; « Le monde marin dans l'œil du cyclone », Les Verts, 1994, 227-234). Les nuisances sur l'environnement n'ont désormais plus de limites : c'est la mondialisation des déséquilibres écologiques. Des catastrophes ponctuelles aux conséquences parfois imprévisibles (Seveso, Bhopal...) ou internationales (Tchernobyl), jusqu'à l'hiver nucléaire (Boniface P., Gribinski J.-F. , 1994), aucun coin de la Terre ne peut échapper aux conséquences de la pollution.

⁴ Christian Brodhag, ingénieur, chercheur et enseignant, a été l'un des porte-parole des Verts. Il rejoindra A. Waechter au Mouvement des Ecologistes Indépendants.

Les écologistes politiques ont intégrés dans leur mentalité ces finitudes issues d'un état dégradé de la nature à l'échelle planétaire, qui remet en question le devenir de l'espèce humaine. Cela peut sembler un discours, à présent d'évidence, ou un discours convenu ; pour ces acteurs, même si l'intensité n'est pas la même, il reste un socle de leur analyse théorique. D'autant plus que le quotidien semble valider ces analyses.

1. 2. La permanence de l'événement : la temporalisation répétitive de la prophétie

« Une métaphysique, une philosophie, un art, un peuple, une race, une culture est au contraire de l'ordre de l'événement, c'est un événement qui arrive ou qui n'arrivait pas, que l'on fait, qui se fait, ou qui ne se faisait pas. Quand c'est fait, c'est fait une fois pour toutes » Charles Péguy, *Situations*, p. 130.

Le temps des écologistes n'a rien "d'imtemporel" : il est tout au contraire construit sur l'immédiateté de sa perception. La fonction de *l'événement* prend alors une place centrale. Il est tout d'abord perçu comme porteur d'une signification justificatrice. Il est l'élément de confirmation, qui prolonge et amplifie le sens d'un discours sur l'environnement, mais surtout offre un point d'ancrage dans la réalité et ramène l'écologiste dans son domaine privilégié : l'action quotidienne. Ce ne sont pas les causes qui sont les plus importantes ici, mais le sens que leur attribuent les écologistes. Dès lors, l'accident n'est pas le produit d'une erreur, d'une fatalité, mais une conséquence logique. Matérialisation de l'événement, il démontre l'incapacité de tout prévoir. L'accident n'est cependant pas un fait unique, acceptable d'un point de vue probabiliste. Il est au contraire significatif de la perception actuelle du temps. Il n'est pas la marque du seul hasard, même s'il prouve par là son existence. En quelque sorte, cette reconnaissance de l'événement montre la perception relativiste qui anime les écologistes à l'égard de la philosophie des Lumières (notamment dans sa dynamique rationaliste et scientifique). S'inscrivant dans un courant de pensée critique vis-à-vis du développement techniciste de notre société (animé notamment par quelques auteurs qui bénéficient d'une certaine écoute chez les écologistes, comme J. Ellul, B. Charbonneau, J. Baudrillard, E. Morin, S. Moscovici, J. Chesneaux, ou bien encore I. Illich ou H. Marcuse), la vision

écologiste du temps se présente comme une brèche dans la rationalité scientiste. Au principe de la gestion rationnelle et prévisible, elle oppose le principe de l'imprévisibilité définitive du devenir.

L'événement construit ensuite la spatialité du temps. il agrège en un lieu une approche historique des causes qui ont conduit à son arrivée. Les événements constituent ainsi une collection de faits significatifs (marées noires, accidents industriels...). Dans la succession des événements, mais surtout de leur répétition, l'écologie politique offre une possible linéarité, un sens, ou tout au moins une direction : celle d'une possible fin du temps humain. L'idée de la finitude détient dès lors une certaine permanence dans le discours général.

De plus, l'événement est un principe d'organisation d'une expérience vécue (ou réappropriée comme telle, c'est-à-dire intériorisée par le militant qui l'intègre dans son échelle de valeur personnelle et partisane), qui prend, par l'intermédiaire de l'action politique, une dimension collective : « (...) l'action d'hommes et de femmes agressés dans leur chair par la mort des rivières » (Waechter, 1990, 16). C'est une puissance formatrice et instauratrice de signification qui porte témoignage (Anger, 1977 ; Charbonneau, 1980) . Il a donc une dimension individuelle, et conduit à une induction collective (Lalonde, 1981 ; Dumont, 1989). L'événement prend la forme d'un récit de vie. Pour autant, on ne peut parler d'événement type ou de types événements qui conduisent à l'engagement politique (comme le constate Boy, Roche, *Le Seigneur*, 1995, à propos des élus écologistes) ; il n'y a pas de profils, même si l'on constate que la pluralité des récits insistent sur tel ou tel événement qui a conduit à une perception particulière de l'action (Samuel, 1977).

Mais la fonction du récit permet d'englober le passé, d'expliquer la situation actuelle, mais aussi de s'interroger sur le dénouement ; on peut ainsi relier une lecture plus globale à une situation vécue. Peu importe de le définir en termes précis, rationnels : il traduit ainsi une contingence ; il est révélateur d'un processus. Ces événements contribuent à structurer les mémoires individuelles et la mémoire collective du groupe : cette structuration ressort des « comparaisons faites entre les souvenirs qui viennent s'encadrer entre les dates-repères liées aux événements significatifs de la vie de chacun », comme l'explique Jean Pucelle

(Pucelle, 1962, 35), mais aussi dans la vie du groupe. Pourtant, si quelques événements servent à symboliser les points de références culturelles du mouvement (Mai 68, les luttes contre le nucléaire, pour le Larzac, ou le *Rainbow Warrior...*), les Verts ne réussissent que faiblement à constituer des rites historiques ou commémoratifs sur la base de ces événements. La date anniversaire de l'accident nucléaire de Tchernobyl, le 25 avril 1986, est plus ou moins l'occasion d'organiser des commémorations. Sans doute faut-il y voir la déficience d'une culture politique commune suffisamment élaborée autour de repères symboliques et qui peine à créer une dynamique de groupe autour de ces différents points. Au niveau de l'animation du mouvement, il manque aussi d'un suivi dans la programmation de ces dates. Il y a donc à la fois une lacune structurelle (la gestion de l'agenda commémoratif du mouvement) et culturelle (le choix des événements et l'entretien de l'intensité émotionnelle).

La thématique de l'environnement présente en elle-même une vision globale et structurée du présent et du devenir collectif. La lecture imaginaire qu'il offre, permet de rendre une compréhension à l'histoire présente, d'en dégager les incohérences, d'en dénoncer les logiques d'erreur, et ainsi de pouvoir reconstruire une perspective. La crise écologique n'est pas passagère ; elle n'est ni cyclique, ni anecdotique : elle est au cœur même de la logique politique et économique occidentale. Le temps et l'espace, symbolisés par l'environnement, sont donc finis. L'environnement est, pour l'écologie, un étalon-mesure qui permet d'évaluer l'impact des décisions fondées sur la logique de la valeur sur l'avenir humain. « On comprend bien aujourd'hui l'ampleur de la crise écologique, mais les propositions de solutions sont rares. Que faire ? » constate René Dumont (*Le livre des Verts*, 1994, 13). Mais dans le rapport espace-humain-temps, l'humain garde une dimension illimitée. Par la diversité de ses choix, de ses rythmes individuels et collectifs, l'homme peut se permettre de reculer les limites du temps fini...

2. La gestion écologique du temps politique : la critique sociale du temps-marchand

Sans hésitation, il faut mettre « Halte au cancer de l'expansion » proclame une affiche du mouvement Alsacien "Écologie et survie" en 1973 (*in* Salmon,

1996, 25) ; dès ses origine, l'écologie se présente comme « la critique de la société industrielle » (Mouvement écologique, 1978, 11). A tel point, qu'il faut choisir entre « l'écologie ou la mort » (Dumont, 1974). En 1989, « le choix est clair : allons-nous accepter une société accentuant le chômage, les inégalités et la pollution de la planète, une société réduisant de plus en plus l'être humain au rôle de simple rouage de l'économie ? ou agir pour que le palisier des activités peronnelles l'emporte sur la nécessité du travail rémunéré ? aller vers une société écologique ou l'économique ne domine plus les rapports sociaux et ne détruit plus la nature ? » (*Le choix de la Vie*, Les Verts, plaquette, 1989) ; les termes du débat en ce qui concerne l'environnement et le temps reste les mêmes. Il est temps de « changer d'ère » (Robin, 1989), ou plus modestement qu'il est temps de « voir loin » (Voynet, 1995, 22). Mais cette fois, la dénonciation millénariste ne suffit plus : « C'est dans les tout derniers instants de l'histoire de l'évolution que la civilisation industrielle a déclenché ce processus au profit de quelques nations d'Occident? Et dans ces nations, au profit d'un petit nombre. Voila pourquoi le mouvement écologique devient politique » (Dumont, 1974, 26). Il est temps d'entrer en politique, afin d'infléchir les choix politiques, et de mettre fin à la finitude.

2.1. L'environnement recomposé : vers un temps soutenable

En s'opposant à la durée du temps-marchand, basée sur l'immédiateté, l'écologie politique souhaite proposer une autre *durée* du temps. Au fil du temps, elle s'est dotée, avec le concept de *développement soutenable*, d'un nouvel outil d'analyse des relations espace-homme-temps.

L'approche politique de l'écologie s'interroge sur la réalité de l'optimisme sans limite prôné par la logique productiviste (« le capitalisme, à l'ouest, comme le socialisme à l'Est », *Le choix de la Vie*, Les Verts, plaquette, 1989). Elle serait celle d'une vision d'un monde infini, aux ressources inépuisables, associée à une perception infinie dans les capacités humaines à faire face aux pires défis de la crise écologique. Or, pour l'écologie politique, il est difficile de faire coïncider ces durées différentes : le temps de l'immédiat (du très court terme, comme dans le domaine politique ou économique) et le temps long (comme celui des cycles naturels). Il faut alors rompre avec « l'expansion sauvage actuelle nous menant

tout droit aux pires catastrophes » (Dumont, 1974, 8), rompre avec notre temps schizophrénique : économique, militaire... Cette remise en cause du temps-marchand n'est pas nouvelle en soi. Dès le début des années 70, une jonction intellectuelle est faite entre la critique écologiste et la critique du développement économique (que ce soit avec B. Charbonneau (*Le système et le chaos : critique du développement exponentiel*, 1973) ou, avec un impact médiatique plus important, J. Baudrillard, A. Gorz ou E. Morin...). Elle est cependant originale en ce que la critique intervient dans une phase historique où l'environnement économique a atteint un stade de développement productif et technique sans égal dans l'Histoire. La critique vise avant tout l'approche économiste du temps humain. Et même en suivant cette vision, c'est bien une réévaluation du concept de rareté que propose l'écologie. : La rareté s'évalue non pas sur une spéculation de la faible quantité, mais sur la gestion temporelle prolongée de cette quantité. (Dierickx, 1991). Cette critique est toujours présente, parfois même amplifiée : l'économie productiviste est contre la Nature, mais elle est aussi contre la société (« la tendance à l'hégémonie de l'économie sur la société à pour noms économisme, productivisme, libéralisme sauvage », Brodhag, 1990, 73-75).

La *durée* proposée par les écologistes est construite autour d'une remise en cause de l'idée selon laquelle l'environnement peut faire l'objet d'une appropriation immédiate. L'environnement est perçu comme un simple usufruit ; c'est le sens de la maxime de Saint Exupéry, mainte et mainte fois reprise : « nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous empruntons la terre de nos enfants ». Par conséquent, l'écologie politique s'oppose à la façon dont nous utilisons l'environnement, ce calcul sur le devenir immédiat de la nature en fonction des seuls impératifs de l'instant. C'est presque une remise en cause de ce droit de propriété de la nature par la génération présente ; l'écologie politique propose ainsi une interrogation sur le sens de la possession *hic et nunc* de la nature : elle s'oriente vers une négation de tout réalisme en matière de propriété limitée d'une génération sur celles à venir. C'est pourquoi ce renversement de logique aboutit à une critique (ou plus exactement elle la rejoint et la coopte) de la logique économique actuelle qui minimise la notion du temps long dans la gestion du devenir.

On aboutit alors à une critique parallèle d'une gestion planétaire de la notion de développement, au niveau des Etats-Nations comme de l'individu. La notion de développement est à réexaminer au regard de chaque pays : il faut respecter la diversité, et non imposer un modèle dans les rapports Nord/Sud. L'approche tiers-mondiste, permanente au sein du discours écologiste, ne cesse d'insister sur la nécessaire prise en compte d'un temps de développement adapté aux réalités et aux besoins des pays concernés. C'est le sens du cri répétitif de R. Dumont (1962 : *L'Afrique noire est mal partie* ; 1967 : *L'Afrique étranglée* ; 1986 : *Pour l'Afrique, j'accuse*). C'est l'affirmation de la nécessité d'une gestion globale de l'espace, à la fois mondiale et locale, afin que l'on puisse tenir compte des disparités dans les rythmes de développement, et que le rythme occidental ne s'impose pas à l'ensemble de la planète (Lipietz, 1992). C'est sur ce même principe que l'on remet en cause l'importance accordée au travail, comme fonction première et ultime de la chaîne productiviste. La remise en cause du temps du travail s'explique par un souci économique (comme le partage des richesses et la lutte contre l'exclusion), mais aussi dans l'idée d'une nouvelle perception du sens du travail, basé sur un nouveau sens social à lui donner. Ces sources se croisent et se retrouvent dans les écrits de Guy Aznar (*Tous à mi-temps*, 1981 ; *Génération Ecologie & Aznar*, 1993) ou d'Alain Lipietz (*Choisir l'audace*, 1989), ou encore, toujours lui, de René Dumont (Dumont R., Paquet Ch., 1994, *Chômage, misère : libéralisme ou démocratie*). Les Verts en tireront certains principes généraux conduisant leurs réflexions sur le monde du travail (« Contre le chômage, la révolution du temps libre », Les Verts, 1994, 57-63), et feront du partage du temps de travail l'axe principal de la candidature de D. Voynet aux élections présidentielles de 1995 (Voynet, 1995, 52-54) et aux législatives de 1997 : « Premier chantier : réduire le temps de travail pour partager les emplois et améliorer la vie quotidienne. Les Verts défendent la semaine de quatre jours assortie d'une répartition des tâches plus équitable, y compris entre hommes et femmes, au travail comme à domicile (...). Deuxième chantier : stopper la précarisation de l'emploi, réhabiliter le sens du travail. Les Verts proposent de valoriser à part entière le tiers secteur d'utilité écologique et social, pour répondre aux besoins aujourd'hui non satisfaits : services aux personnes, entreprises d'insertion, coopératives, entretien des paysages. » (Les Verts,

communiqué à la presse, juin 1997). *In fine*, la société de consommation, modèle ultime du libéralisme économique, est à rejeter : « A cette dérive [de la consommation] une société de l'être, qui ne fait plus de la consommation le facteur de la reconnaissance sociale » (Brodhag, 1990, 76).

Il faut donc instaurer une logique selon laquelle « la gestion à long terme de la planète implique de ne prélever que sur les revenus sans entamer le capital, c'est-à-dire d'utiliser les ressources naturelles renouvelables plutôt que les ressources épuisables » (Brodhag, 1990, 88). Par conséquent, il est essentiel de prendre en « compte les délais de réaction, les irréversibilités, les ruptures possibles de certains équilibres essentiels » et alors de miser « sur la durabilité, le long terme. C'est là qu'intervient la notion de solidarité diachronique, la solidarité avec les générations à venir : quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ? » (Brodhag, 1990, 261). L'immédiat doit laisser la place au long terme : à cette seule condition, la Nature et l'Homme peuvent survivre... Cette remise en cause, cette « reconquête du temps » (Gorz, 1982) se présente comme un changement d'échelle afin de réexaminer les ordres, les hiérarchies du temps qui nous sont actuellement servies par le système économique. Pourtant, cette approche radicale dans la confrontation des durées s'émousse quelque peu...

Ainsi, avec une activité politique grandissante, l'économisation du discours écologiste est patente : il s'agit de rendre réaliste l'approche temporelle radicale qu'ils défendent. La critique antinucléaire s'est heurtée à un obstacle classique. Elle ne peut être constituée que si elle se manifeste dans "nos" instruments. Le seul phénomène perceptible, concret, est l'interaction entre la critique elle-même et le système dans lequel elle s'insère. Par conséquent, la critique anti-nucléaire, dont l'un des principaux aspects est le risque temporel (la gestion dans le temps des déchets) a peu à peu fait place à la dimension financière, plus perceptible et recevable dans la logique économique; budgétaire du débat politique.

Mais avec le concept de développement soutenable, cette conversion prend une nouvelle dimension. Sans utopisme excessif, sans radicalité extrême, puisqu'il prend appui sur des travaux scientifiques internationaux, le concept de développement soutenable prend corps dans la rhétorique des écologistes politiques au début des années 90. La notion de *sustainable development* va offrir

aux écologistes un concept explicatif du sens de leur revendication politique. Le développement soutenable est, selon la définition véhiculée par les Verts, un « modèle de développement à la fois profitable à tous et durable à long terme, qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (les Verts, 1994, 65). Cette notion est issue des premières interrogations sur le mythe de la croissance. Depuis 1968, un industriel humaniste, Aurelio Pecei, anime le Club de Rome, qui réunit un certain nombre de savants et d'économistes passionnés de l'avenir à long terme de l'humanité. Ces avis d'experts aboutissent à la commande d'un rapport du Massachusetts Institute of Technology publié en 1972 et intitulé *Les limites de la croissance* (voir aussi Sauvy, 1973).

A présent, ce concept tente de réaliser une union heureuse entre la logique de la croissance et, pour être rapide, avec la prise en compte de l'environnement (Alier, 1992). Il permet aux écologistes d'avancer un modèle de gestion du temps et de l'espace qui puissent être acceptables. Dans la presse militante Verte (*Vert-Contact*, n°289, du 17 au 23 avril 1993), comme dans la littérature militante (Lipietz, 1992 ; Les Verts, 1994, « Développement soutenable », pp. 65-70), cette notion fera son chemin. Au point de devenir l'un des axes programmatiques des Verts au pouvoir dans le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Ainsi, le journal *Vert-contact* (n°444 bis, 21 déc. 96-10 janvier 97) entièrement consacré à l'exemple des Verts dans cette région, publie une tribune de Dominique Voynet saluant « l'équipe du Nord-Pas-de-Calais [qui] est bien en passe de réussir son formidable pari : faire de cette région un modèle grandeur nature du développement soutenable ». C'est à présent un thème de campagne électorale régulier (« Les Verts sont pour la croissance de la production de biens utiles, respectueux de l'environnement et du droit des générations futures. D'où l'intérêt de créer des emplois dans les services publics d'éducation et de santé, les économies d'énergie, la construction et la rénovation des logements sociaux, le développement des transports en commun », Les Verts, communiqué à la presse, juin 1997). Mais, ce faisant, la radicalité s'amenuise ; il est désormais possible d'envisager, même au sein de l'écologie politique, une conciliation entre la logique économique productiviste, et la préservation de l'environnement.

2.2. L'environnement-social recomposé : le temps du débat démocratique

Si l'environnement a été l'élément critique qui a révélé la finitude du temps économique, il a aussi permis l'émergence d'une critique du temps politique (les rythmes de la démocratie). Dès lors, la prise en compte du temps comme facteur d'un engagement politique se fait aussi *face* au temps de la société actuelle. Grâce à la thématique de l'environnement, les écologistes peuvent insister sur les limites du temps social du système économique occidental. Car il s'agit bien d'inscrire l'écologie politique comme une pensée critique de la gestion démocratique du temps dans nos sociétés industrielles.

L'approche temporelle est donc par essence, politique... L'approche idéologique s'éloigne résolument d'une vision mystique de la résolution de la crise écologique. Pas de culte passéiste de la Terre, comme par exemple l'hypothèse Gaia. Selon cette hypothèse, avancée par James Lovelock, la Terre serait une entité vivante, qui aurait sa propre conscience et la possibilité de corriger les excès des hommes avec une régulation spontanée de ses équilibres (Lovelock, 1986 ; un développement un peu mystique peut être trouvé dans Russel, 1989). Pour l'écologie politique, au contraire, « il faut avoir une foi mystique en Gaia notre planète pour être sûr que des mécanismes de régulations interviendront spontanément. Il faut donc prévoir l'avenir, et le temps n'est pas toujours un allié (...) A l'hypothèse Gaia, vengeresse ou amicale, opposons notre avenir, celui que tous les hommes façonneront » (Brodhag, 1990, 88 et 102). C'est donc une analyse rationnelle qui est proposée, fondée sur une dimension de responsabilité. Posée en termes temporels, dans la perspective de la longue durée, la responsabilité de l'espèce humaine par rapport au milieu naturel qu'est notre planète devient donc l'un des axes majeurs de l'activité politique (dans la perspective de Hans Jonas, 1990).

Dès lors, la politique — conçue d'une manière très extensive — devient l'élément central dans la maîtrise de la crise écologique. Le temps impose ce traitement d'urgence de la crise écologique ; l'urgence oblige à revoir la finalité des choix politiques dans notre société : il faut, selon le slogan des Verts aux élections législatives de 1997, « donner un sens à l'avenir » (La synthèse du programme est publiée dans *Vert-Contact*, n°460, du 3 au 9 mai 1997). Ce

sentiment qu'il faut agir rapidement, et au bon endroit, les a naguère incité à passer de l'associatif au politique. Mais l'urgence ne peut cependant faire l'impasse sur la méthode à employer pour réorienter le sens du développement. L'"éco-fascisme" (Alphandéry et alii, 1991) ne concerne guère l'écologie politique française (« il s'agit de trouver des solutions non autoritaires, non technocratiques et aussi peu violentes que possibles », Samuel, 1973, 19) ; pas plus que la *deep ecology* (Ferry, 1992) ! La voie est résolument démocratique : il est nécessaire d'adapter les mécanismes de la démocratie et de la logique libérale à un rythme de développement compatible avec les « droits des générations futures » (selon les termes d'une pétition internationale lancée par le Commandant Cousteau en 1990).

Le temps de la lutte est liée avec la notion de participation au jeu démocratique, même si la logique électorale demandera plus de temps à être comprise et surtout acceptée. Les premières grandes luttes environnementales structurent dès 1969 les actions de l'écologie revendicatrice (le Parc de la Vanoise, en 1969, contre le nucléaire, à Fessenheim, en 1971 jusqu'à la tragique manifestation de Malville le 31 juillet 1977 — avec la mort de Michel Vitalon —, au Larzac dès 1971..., cf. Vadrot, 1977 ; Bennahmias, Roche, 1992). La prise en compte de l'urgence environnementale, alliée à une pratique contestataire, va structurer le discours, l'organisation et la stratégie électorale des écologistes. Lorsque G. Hascoët déclare : « il serait temps que la peur de faire de la politique nous quitte », il jette les bases d'un réalisme écologique empreint de l'idée que « tout groupe qui ne s'adapte pas à un système est condamné à disparaître... » (Hascoët G., *Dossier sur les élections européennes de 84*, document interne aux Verts, 1984, multig).

L' intégration dans le jeu politique va entraîner une acceptation de ses rythmes : en terme d'agenda (quelles sont les thèmes porteurs du moment ; les rythmes des élections..., Edelman, 1991). Le temps politique introduit une tension dans cette vision du temps : il suppose que cette vision duale (immédiateté et avenir) soit conciliée avec le rythme électoral, celui du compromis dans la réalisation temporelle des propositions politiques. Cela rend difficile d'imposer la question de l'environnement au cœur des débats politiques.

Méfiant quant à l'action politique, une rupture dans la famille écologiste se produit, avec un recentrement associatif de certains acteurs (comme les Amis de la Terre, au début des années 80) ; ceux-ci défendent une temporalité longue, difficilement insérable dans les débats politiques basés sur le court terme.

De plus, le temps politique impose une interrogation sur la validité de cette vision trop unilatérale ; il oblige à une hiérarchisation des priorités, pour que l'on puisse traduire en décisions les orientations généralistes du discours sur l'environnement. Faut-il s'occuper davantage et avant tout du nucléaire, de la route ou des emplois ? Or une telle hiérarchisation s'avère difficile à réaliser, car elle suppose une confrontation critique de certains présupposés (qualité de l'air et nucléaire : *quid* des voitures électriques ?).

Pour faire face à ces processus, il est nécessaire, expliquent les leaders écologistes, de redonner tout son sens au débat démocratique, antérieur à toute décision. Le temps politique actuel n'est pas celui qu'il convient pour faire face aux défis planétaires : « les hommes politiques ne raisonnent qu'en fonction de la prochaine échéance électorale (...) une telle politique n'est pas adaptée pour préparer le long terme » (Brodhag, 1990, 86). Cette gestion à court terme est dénoncée par d'autres auteurs, que les écologistes ne manquent pas d'utiliser ; ainsi, Michel Serres appuie la démonstration, selon laquelle « nous ne proposons que des réponses et des solutions de terme court, parce que nous vivons à échéances immédiates et que de celles-ci nous tirons l'essentiel de notre pouvoir » (Serres, 1990, 55, cité par Brodhag, 1990). S'appuyant sur les travaux d'A. Gorz (*Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, 1980), A. Waechter synthétise l'analyse d'une concentration technocratique du pouvoir dans l'appareil bureaucratique, de la dissolution de la responsabilité dans le pouvoir technocratique (Waechter, 1990, 209). Ce faisant, il témoigne de l'importance accordée au temps dans l'élaboration des décisions publiques. Cette nouvelle perception devient alors un moyen d'élargir le champ politique, qui pourrait enfin permettre un développement soutenable (Brodhag, 1990, il représente cette idée avec un graphique, 260), et ainsi une réelle prise en charge de la question environnementale (même si cela conduit à une certaine réconciliation avec la science, Lascoumes, 1994).

Il faut au donc proposer un temps « utopique » du politique, basé sur une nouvelle éthique de l'action, une politique complexe qui repose sur la mobilisation de toute la société (« l'utopie ou la mort ! Cela a déjà été dit », » Mouvement écologique, 1978, 15 ; Brodhag, 1990, 246 ; Lipietz, 1993). Temps long, étalé, tant dans l'espace que les niveaux sociologiques concernés pour l'élaboration d'une politique. Avec, comme étape indispensable à la disparition de la crise écologique, l'installation de la paix, indispensable pour assurer un développement harmonieux entre les hommes, et entre les hommes et la nature (« Défense et non-violence » Mouvement écologique, 1978, 126-175 ; Voynet, 1995, 99-109).

- le principe de précaution « Aux excès de la performance, à la déshumanisation de notre société, opposons le principe de précaution : avant de prendre une décision, mesurons-en les conséquences. Sachons anticiper, donner un droit de regard aux citoyens sur des décisions qui concernent l'avenir de l'humanité » (communiqué de presse, Les Verts, juin 1997).

• **Conclusion : Le temps du doute**

Comme le constatait B. De Jouvenel dès 1965, dans un bel appel *Pour une conscience écologique* (Jouvenel, 1970, 247), « L'existence du genre humain est fondée sur les données naturelles, comme celle de tout autre espèce vivante ». La première des données naturelles est bien évidemment le temps, qui permet la perpétuation de l'espèce. Encore faut-il être en mesure de le maîtriser, dans la durée. Dans l'ensemble des discours électoraux des écologistes, l'environnement est une dimension invariablement déclinée, avec plus ou moins d'importance. Dans leur volonté de pouvoir représenter leur critique, les écologistes ont utilisé l'environnement pour expliquer, rendre perceptible et animer leur vision du temps. Ce discours présente une dimension utopique qui entend réinterroger le temps : la question du sens, du bonheur ou bien tout simplement de la valeur temps, celui de l'individu, prisonnier de son propre calendrier, de ses années comptées, est posée. Sur la base de cette analyse de l'environnement, de la place que cette notion occupe dans le discours des écologistes politiques, on perçoit le rôle de la dénonciation et de l'incantation dans la genèse d'une conception déterminée du temps.

Rappelons, encore une fois que l'écologie politique est une histoire sans passé. Que le discours est fondé sur une production littéraire, engagée, mais partielle, décousue et répétitive ; en quelque sorte, une pensée pré-philosophique. Les segments du discours sont aussi souvent stéréotypés : les arguments ou les maximes sont répétées, ils scandent le rythme du débat, lui imposent un tempo particulier. C'est une pensée avant tout construite et dirigée vers l'action.

Les temps de l'écologie ne sont donc pas de simples répétitions des temps de la Nature. Ces temps tentent de redéployer la finitude du temps et de l'espace humain : au dedans de l'Homme plutôt que l'extérieur (comme le propose la vision consumériste et marchande). Au temps de la prévision rationnelle et technicienne, au temps du calcul économique, au temps de la futurologie à prétention scientifique, l'écologie politique oppose une approche *modérée* du temps (Samuel, 1973, 21), faite de *modestie*, de *sobriété* et de *solidarité*. Cette vision est au centre d'un débat intellectuel qui dépasse largement le seul cadre du débat politicien, pour s'interroger sur la finalité de la modernité. Mais, le temps proposé s'interroge sur sa propre finalité. Et même M. Gauchet accorde à la pensée écologiste qu'elle ne représente pas une « connaissances des lois du devenir débouchant sur une vision arrêtée de l'avenir » (Gauchet, 1990, 278). Les temps de l'écologie politique ont en commun de partager un doute ; un doute qui permet de concilier la protection indispensable de la Nature, sans renier l'importance de l'Homme.

Références bibliographiques

- Anger D.**, 1977, *Chronique d'une lutte*, Paris, J.-C. Simoen.
- Alier J.-M.**, hiver 1992, « Valeur écologique et valeur économique », *Ecologie Politique*, n°1.
- Alphandéry P., Bitoun P., Dupont Y.**, 1991, *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte.
- Aznar G.**, 1981, *Tous à mi-temps*, Paris, Seuil.
- Beaud M. et C., Larbi Bouruerra M.**, 1993, *L'Etat de l'environnement dans le monde*, Paris, La Découverte.
- Bennahmias J.-L., Roche A.**, 1992, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écolo*, Paris, Albin Michel.
- Boniface P., Gribinski J.-F.**, 1994, *Les écologistes et la défense*, Paris, Dunod.
- Boy D., Roche A., Le Seigneur V.**, 1995, *L'écologie au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Brodhag C.**, 1990, *Objectif terre. Les Verts, de l'écologie à la politique*, Paris, éd. du Félin (préface d'A. Waechter).
- Brodhag C.**, 1994, *Les quatre vérités de la planète*, Paris, éd. du Félin.
- Brown Lester R., Flavin C., Postel S.**, 1989, *L'état de la Planète*, Paris, Economica.
- Brown Lester R.**, 1992, *L'état de la Planète*, Paris, Economica.
- Cans R.**, 1992, *Tous Verts !*, Paris, Calmann-Lévy.
- Carson L. R.**, 1962, *Le printemps silencieux*, Paris, Plon.

- Charbonneau B.**, 1967, *L'homme auto*, Paris, Denoël
- Charbonneau B.**, 1973, *Tristes campagnes*, Paris, Denoël (rééd, 1969).
- Charbonneau B.**, 1973, *Le système et le chaos : critique du développement exponentiel*, Paris, Anthropos.
- Charbonneau B.**, 1980, *Le Feu vert : autocritique du mouvement écologiste*, Paris, Karthala, coll. Point d'interrogation.
- Club de Rome**, 1972, *Halte à la croissance ?*, *Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, Coll. « Ecologie ».
- Commoner B.**, 1969, *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?*, Paris, Seuil
- Deléage J.-P.**, 1991, *Histoire de l'Ecologie, une science de l'homme et de la nature*, Paris, La Découverte.
- Dierickx L.**, 1991, *La politisation de la valeur d'usage et l'universalité de la raison*, Bruxelles, Artel, Coll. « Reflet ».
- Dorst J.**, 1970, *La Nature dénaturée. Pour une écologie politique*, Paris, Seuil. (extraits de *Avant que la nature meure*, Delachaux et Niestlé, 1965).
- Dumont R.**, 1973, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Le Seuil, édition revue et corrigée.
- Dumont R.**, 1974, *L'écologie ou la mort. La Campagne de René Dumont*, Paris, Pauvert.
- Dumont R.**, 1989, *Mes combats*, Paris, Plon.
- Dumont R.**, Paquet Ch., 1994, *Chômage, misère : libéralisme ou démocratie*, Paris, Le Seuil.
- Edelman M.**, 1991, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil.
- Ehrlich P.**, 1972, *La Bombe P*, Paris, Fayard.
- Ferry L.**, 1992, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset.
- Fournier P.**, 1975, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Ed. du Square.
- Gauchet M.**, mai 1990, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n°60, pp. 278-282.
- Génération Ecologie, Aznar G.**, 1993, *Travailler moins, pour travailler tous*, Paris, éd. Syros Alternatives, préface d'André Gortz.
- Goldsmith E. et alii**, 1972, *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard
- Goldsmith E., Brunyard N., McCully P.**, 1991, *5000 jours pour sauver la planète*, Paris, Chêne.
- Gorz A.**, mars 1982, « La reconquête du temps », *Aujourd'hui*, n°54.
- Hastings M.**, 1994, « Le discours écologiste : un exemple d'hermaphrodisme idéologique », in Bréchon P., *Les discours politiques*, Paris, La Documentation Française.
- Jacquard A.**, 1987, *Cinq milliards d'hommes dans un vaisseau*, Paris, Seuil.
- Jacquard A.**, 1991, *Voici le temps du monde fini*, Paris, Seuil, coll. Points Essais.
- Jonas H.**, 1990, *Le Principe responsabilité*, Paris, éd. du Cerf, coll. Passages, (éd. originale 1979).
- Jouvenel D. de**, 1970, *Arcadie, essais sur le mieux-vivre*, SEDEIS, Futuribles.
- Lalonde B.**, 1981, *Sur la vague verte*, Paris, R. Laffont.
- Lascombes P.**, 1994, *L'éco-pouvoirs, environnement et politique*, Paris, La Découverte.
- Lebreton P.**, 1988, *La nature en crise*, Paris, éd. Sang de la Terre.
- Lipietz A.**, 1989, *Choisir l'audace*, Paris, La Découverte.
- Lipietz A.**, 1992, *Berlin, Bagdad Rio*, Paris, Quai Voltaire.
- Lipietz A.**, 1993, *Vert espérance, l'avenir de l'écologie politique*, Paris, La découverte, Essais.
- Lovelock J.**, 1986, *La terre est un être vivant. L'hypothèse Gaia*, Paris, Le Rocher.
- Moscovici S., Ribes J.-P.**, 1978 *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil.
- Mouvement Ecologique**, 1978, *Vers une société écologiste aujourd'hui, (projet du Mouvement Ecologique)* Paris, Le Sycomore.
- Pitch G.**, 1970, *Réflexions au bord du gouffre*, Paris, R. Laffont.
- Prendiville Brendan**, 1993, *L'écologie, la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris, L'Harmattan.
- Pucelle J.**, 1962, *Le temps*, Paris, PUF.
- Ricœur P.** (dir.), 1975, *Les cultures et le temps*, Paris, Payot-Unesco.
- Robin J.**, 1989, *Changer d'ère*, Paris, Le Seuil.
- Russel P.**, 1989, *La Terre s'éveille, les sauts évolutifs de Gaia*, Le Souffle d'Or.
- Salmon P.**, 1996, *Evolution et déterminants de la représentation médiatique de l'écologie politique en France : l'exemple du parti Les Verts*, Doctorat en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux III.
- Sainteny G.**, 1991, *Les Verts*, Paris, PUF, coll. Que-sais-je ?, n°2554.
- Samuel P.**, 1973, *Ecologie : détente ou cycle infernal*, Paris, coll. 10/18, n°766.
- Samuel P.**, 1977, *Les Ecologistes par eux-mêmes*, Paris, Marabout.

- Sauvy A.**, 1973, *Croissance zéro ?*, Paris, Calmann-Lévy.
- Simmonet D.**, 1993, *L'écologisme*, Paris, PUF, Que sais-je ?.
- Serres M.**, 1990, *Le Contrat naturel*, Paris, F. Bourin.
- Taylor R. G.**, 1970, *Le jugement dernier*, Paris, Calmann-Lévy.
- Vadrot C.-M.**, 1977, *Ecologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros.
- Van Parijs P., De Roose F. (et alii.)**, « Fragments pour une Encyclopédie de la Pensée Ecologiste », *La Revue nouvelle*, Tome XCII, n°42, fév. 1990, pp. 94-110.
- Verts (Les)**, 1994, *Le livre des Verts, Dictionnaire de l'écologie politique*, Paris, éd. du Felin.
- Villalba B.**, 1995, *De l'identité des Verts, essais sur la constitution d'un nouvel acteur politique*, Doctorat en science politique.
- Villalba B.**, janvier-mars 1997, « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°53.
- Voynet D.**, 1995, *Oser l'écologie et la solidarité*, Paris, éd. de l'aube.
- Ward B., Dubos R.**, 1972, *Nous n'avons qu'une Terre*, Paris, Denoël, « J'ai lu , documents ».

Les temps de l'écologie politique

Bruno Villalba, Centre de Recherches Administratives Politiques et Sociales (CRAPS-URA-CNRS 982), Université de Lille II), CRAPS, 1, place Déliot, BP 629, F-59024 Lille Cedex. Tél. : 03 20 90 74 51 ; Fax : 03 20 90 77 00.

Introduction

Le temps est socialisé, comme l'a montré Maurice Halbwachs (*Les cadres sociaux de la mémoire*). Il est aussi socialisé différemment selon les groupes sociaux (Ricœur, 1975). Mais pour cela, il faut que ce groupe ait eu le temps de se doter d'une histoire qui lui soit propre, et qu'elle ait la possibilité de se construire autour d'éléments structurants. En ce qui concerne l'écologie politique, l'environnement a été le catalyseur de l'engagement en politique d'une partie des écologistes (Simmonet, 1993 ; Sainteny, 1991) et a contribué à rythmer les étapes de leur développement (Villalba, 1997, 85-97).

Il faut néanmoins souligner l'absence d'unité dans la pensée de l'écologie politique (Hastings, 1994). L'environnement n'a pas la même interprétation, ni la même place dans la hiérarchie des valeurs au sein des préoccupations des mouvements écologistes français. Est-il un simple révélateur, ou l'ultime finalité de l'action ? Sur cette base minimaliste, on peut dissocier l'écologie politique de l'écologie environnementaliste (dont le rôle se conçoit avant tout comme un syndicat de la nature). Reste à cerner les porte-paroles du "parler vert"... Depuis les premiers candidats écologistes en 1973, l'écologie politique peine à se doter d'une organisation pérenne, en mesure de constituer et de porter le discours officiel de l'écologie politique. Il faudra attendre 1984 pour que le premier mouvement politique écologiste — les Verts — se donne les moyens de fédérer les différents courants de l'écologie. Pour autant, les Verts ne disposent pas d'un monopole d'expression (une petite dizaine de mouvements écologistes peuvent être dénombrée...). L'élaboration de cette parole écologiste résulte d'une lente

appropriation par les écologistes politiques de courants de pensées qui expriment une sensibilité commune. Il convient donc de prendre la mesure de l'ensemble de ces acteurs, afin de ne pas circonscrire le discours écologiste à l'un ou l'autre.

Si l'on affine encore l'étude de cette relation entre écologie politique et la nature, le temps peut apparaître comme l'un des ingrédients décisifs de cette alchimie. Si l'environnement est certes l'élément fédérateur de l'activité politique des écologistes, le temps représente l'ultime sens de cet engagement. Sous l'influence de certains auteurs (parfois extérieurs à la mouvance écologiste) et de leurs propres activités (dont la littérature sur les mouvements sociaux a longuement témoigné), les écologistes ont inscrit le temps au cœur de leur discours. La thématique de l'environnement ne peut donc se dissocier d'une réflexion sur le temps de l'homme dans sa relation avec la Nature, mais aussi des relations sociales des hommes entre eux. En étudiant les processus de constitution des représentations du temps et de l'environnement chez les écologistes politiques, il s'agira de réfléchir sur les raisons, les moyens et les sens de cette relation.

On doit cependant parler *des* temps de l'écologie politique. Les perceptions du temps résultent d'une approche plurielle de concept du temps : du temps-prophétique au temps-durable, du temps-catastrophe au temps-démocratique, du temps-local au temps-global.

1. Les failles environnementales du temps

La perception du temps chez les écologistes politique est intimement liée à leur représentation de la crise environnementale, de ce qu'ils nommeront la « crise écologique ». L'état de la nature induit un sentiment d'urgence dans le traitement du temps humain.

1.1. La finitude du temps et de l'espace : le temps prophétique

Dès les origines de l'écologie politique, le constat est sans appel : il est urgent d'agir. « Nous n'avons qu'une seule terre, et cette Terre est petite et limitée. Or, dans une recherche aberrante d'un progrès quantitatif, un faux progrès en définitif, nous épuisons les ressources non renouvelables, nous comblons l'espace de gigantesques agglomérations où il ne fait pas bon vivre et nous détruisons la beauté, la nature, nous dégradons de façon irréversible notre milieu de vie » affirme la profession de foi des premiers candidats écologistes à une élection française (Salmon, 1996, 25). Cette profession est révélatrice de la perception du sens de l'action politique des écologistes ; le temps est menacé : la crise écologique entraîne une crise du devenir.

Prenant appui sur un courant littéraire international [*Le printemps silencieux* (Carson, 1962) ; *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?* (Commoner, 1969), *Le jugement dernier* (Taylor, 1970) ; *Changer ou disparaître. Plan pour la survie* (Goldsmith et alii, 1972)...] ou national [J. Dorst, *La nature dénaturée* (1970) ou celui de B. Charbonneau, *Tristes campagnes* (1973)...] qui met l'accent sur la situation dramatique de notre monde, les leaders de l'écologie politique rédigent des ouvrages aux titres évocateurs : *L'écologie ou la mort* (Dumont, 1974), *L'écologie maintenant ou jamais* (Waechter, 1990). La mouvance écologiste entretient le même climat. Ainsi la presse écologiste (cf. le « Manifeste écologiste », *Combat Nature*, n°9 ; Prediville, 1993, 24 ; Salmon, 1996, 34-38 et 145-150) ou plus ou moins généraliste (comme le *Nouvel Obs*, avec son supplément *Le Sauvage*) impulsent et généralisent ce constat. D'autres sont encore plus radicaux, tels P. Fournier qui avec son livre *Y'en a plus pour longtemps* (1975) témoigne de cette vision catastrophiste qui continue d'animer un pan du discours écologiste. L'écologie se présente alors comme une « subversion » radicale (Vadrot, 1977).

Cette perception alarmante de l'état de la nature reste une constante dans les écrits des acteurs de l'écologie politique (Dumont, 1974 ; Samuel, 1977 ; Lalonde, 1981 ; Brodhag, 1990 et 1994 ; Voynet, 1995). Au-delà de la sphère écologiste, on retrouve les mêmes accents, plus ou moins messianiques, comme chez Th. Monod ou A. Jacquard. Cette vision humaniste n'est pas étrangère aux écologistes, et souvent elle constituera une source importante dans la légitimation

de leurs invocations. Ce cri d'alarme provient d'un constat, qui peut à présent sembler d'évidence : le temps et l'espace ont des *limites*. Le temps de l'Homme est menacé par l'abondance des hommes, par l'épuisement des ressources naturelles... « L'espace nous est compté » (Waechter, 1990, 35) : la Terre est un espace limité, étroit, qu'il convient donc de protéger contre les excès de l'homme. S'appuyant sur les travaux nombreux (comme *Nous n'avons qu'une Terre*, Ward, Dubos, 1972), l'écologie politique systématise dans son analyse la dénonciation des atteintes à l'environnement, ici et ailleurs ; les nuisances sur l'environnement n'ont désormais plus de limites : c'est la mondialisation des déséquilibres écologiques. Mais ce double constat « récent [n'est] pas encore entré dans nos consciences » (Jacquard, 1991, 107). Par conséquent, ces dénonciations deviennent des figures imposées dans l'ensemble des livres des leaders de l'écologie politique. Les écologistes politiques ont intégrés dans leur mentalité ces finitudes issues d'un état dégradé de la nature à l'échelle planétaire, qui remet en question le devenir de l'espèce humaine. D'autant plus que le quotidien semble valider ces analyses.

1. 2. La permanence de l'événement : la temporalisation répétitive de la prophétie

Le temps des écologistes n'a rien "d'intemporel" : il est tout au contraire construit sur l'immédiateté de sa perception. La fonction de *l'événement* prend alors une place centrale. Il est tout d'abord perçu comme porteur d'une signification justificatrice. Il est l'élément de confirmation, qui prolonge et amplifie le sens d'un discours sur l'environnement, mais surtout offre un point d'ancrage dans la réalité et ramène l'écologiste dans son domaine privilégié : l'action quotidienne. Ce ne sont pas les causes qui sont les plus importantes ici, mais le sens que leur attribuent les écologistes. Dès lors, l'accident n'est pas le produit d'une erreur, d'une fatalité, mais une conséquence logique. Matérialisation de l'événement, il démontre l'incapacité de tout prévoir. S'inscrivant dans un courant de pensée critique vis-à-vis du développement techniciste de notre société (animé notamment par quelques auteurs qui bénéficient d'une certaine écoute chez les écologistes, comme J. Ellul, B. Charbonneau, J. Baudrillard, E. Morin, S. Moscovici, J. Chesneaux, ou bien

encore I. Illich ou H. Marcuse), la vision écologiste du temps se présente comme une brèche dans la rationalité scientiste. Au principe de la gestion rationnelle et prévisible, elle oppose le principe de l'imprévisibilité définitive du devenir.

De plus, l'événement est un principe d'organisation d'une expérience vécue (ou réappropriée comme telle, c'est-à-dire intériorisée par le militant qui l'intègre dans son échelle de valeur personnelle et partisane), qui prend, par l'intermédiaire de l'action politique, une dimension collective : « (...) l'action d'hommes et de femmes agressés dans leur chair par la mort des rivières » (Waechter, 1990, 16). C'est une puissance formatrice et instauratrice de signification qui porte témoignage (Anger, 1977 ; Charbonneau, 1980) . Il a donc une dimension individuelle, et conduit à une induction collective (Moscovici, Ribes, 1978 ; Lalonde, 1981 ; Dumont, 1989). Enfin, la fonction du récit de l'événement permet d'englober le passé, d'expliquer la situation actuelle, mais aussi de s'interroger sur le dénouement ; on peut ainsi relier une lecture plus globale à une situation vécue.

La thématique de l'environnement présente en elle-même une vision globale et structurée du présent et du devenir collectif. La lecture imaginaire qu'elle offre, permet de rendre une compréhension à l'histoire présente, d'en dégager les incohérences, d'en dénoncer les logiques d'erreur, et ainsi de pouvoir reconstruire une perspective, sans que celle-ci soit autoritairement construite. Car dans le rapport espace-humain-temps, l'humain garde une dimension illimitée. Par la diversité de ses choix, de ses rythmes individuels et collectifs, l'homme peut se permettre de reculer les limites du temps fini...

2. La gestion écologique du temps politique : la critique sociale du temps-marchand

Il est temps d'entrer en politique, afin d'infléchir les choix politiques, et de mettre fin à la finitude. Pour cela, il faut sans hésitation, mettre « Halte au cancer de l'expansion » proclame une affiche du mouvement Alsacien "Écologie et survie" en 1973 (*in* Salmon, 1996, 25) ; dès ses origines, l'écologie se présente comme « la critique de la société industrielle » (Mouvement écologique, 1978, 11).

2.1. L'environnement recomposé : vers un temps "soutenable"

En s'opposant à la durée du temps-marchand, basée sur l'immédiateté, l'écologie politique souhaite proposer une autre *durée* du temps. Au fil du temps, elle s'est dotée, avec le concept de *développement soutenable*, d'un nouvel outil d'analyse des relations espace-homme-temps.

L'approche politique de l'écologie s'interroge sur la réalité de l'optimisme sans limite prôné par la logique productiviste (« le capitalisme, à l'ouest, comme le socialisme à l'Est », *Le choix de la Vie*, Les Verts, plaquette, 1989). Elle serait celle d'une vision d'un monde infini, aux ressources inépuisables, associée à une perception infinie dans les capacités humaines à faire face aux pires défis de la crise écologique. Or, pour l'écologie politique, il est difficile de faire coïncider ces durées différentes : le temps de l'immédiat (du très court terme, comme dans le domaine politique ou économique) et le temps long (comme celui des cycles naturels). Il faut alors rompre avec « l'expansion sauvage actuelle nous menant tout droit aux pires catastrophes » (Dumont, 1974, 8)... Cette remise en cause du temps-marchand n'est pas nouvelle en soi. Dès le début des années 70, une jonction intellectuelle est faite entre la critique écologiste et la critique du développement économique (que ce soit avec B. Charbonneau (*Le système et le chaos : critique du développement exponentiel*, 1973) ou, avec un impact médiatique plus important, J. Baudrillard, A. Gorz ou E. Morin...). Elle est cependant originale en ce que la critique intervient dans une phase historique où l'environnement économique a atteint un stade de développement productif et technique sans égal dans l'Histoire. La critique vise ainsi avant tout l'approche économiste du temps humain.

La *durée* proposée par les écologistes est construite autour d'une remise en cause de l'idée selon laquelle l'environnement peut faire l'objet d'une appropriation immédiate. L'environnement est perçu comme un simple usufruit ; c'est le sens de la maxime de Saint Exupéry, très souvent reprise : « nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous empruntons la terre de nos enfants ». Par conséquent, l'écologie politique s'oppose à la façon dont nous utilisons l'environnement, ce calcul sur le devenir immédiat de la nature en fonction des seuls impératifs de l'instant. On aboutit alors à une critique parallèle

d'une gestion planétaire de la notion de développement, au niveau des Etats-Nations comme de l'individu. C'est par exemple, la volonté de gérer l'espace, à la fois mondialement et localement, afin que l'on puisse tenir compte des disparités dans les rythmes de développement, et que le rythme occidental ne s'impose pas à l'ensemble de la planète. C'est le sens du cri répétitif de R. Dumont (1962 : *L'Afrique noire est mal partie* ; 1967 : *L'Afrique étranglée* ; 1986 : *Pour l'Afrique, j'accuse*), ou des analyses économiques du Vert A. Lipietz (1989 et 1992).

Cette remise en cause du temps économique, cette « reconquête du temps » (Gorz, 1982) se présente comme un changement d'échelle afin de réexaminer les ordres, les hiérarchies du temps qui nous sont actuellement servies par le système économique. Pourtant, cette approche radicale dans la confrontation des durées s'émousse quelque peu... Ainsi, avec une activité politique grandissante, le discours écologiste s'oriente de plus en plus vers la question économique. Il entend devenir plus réaliste, plus crédible. Le concept de développement soutenable va leur offrir une transition souple. Sans utopisme excessif, sans radicalité extrême, puisqu'il prend appui sur des travaux scientifiques internationaux (qui proviennent des analyses du Club de Rome du début des années 70, *Les limites de la croissance*, 1972, et Sauvy, 1973), le concept de développement soutenable va permettre de réaliser une union heureuse entre la logique de la croissance et la prise en compte de l'environnement (Alier, 1992). Prenant corps dans la rhétorique des écologistes politiques au début des années 90 (Lipietz, 1992 ; *Vert-Contact*, n°289, 17-23/04 1993 ; Les Verts, 1994, « Développement soutenable », pp. 65-70), il va jusqu'à devenir l'un des axes programmatiques des Verts au pouvoir dans le Conseil régional du Nord/Pas-de-Calais (*Vert-contact*, n°444 bis, 21 déc. 96-10 janvier 97). Ce faisant, la radicalité s'amenuise ; il est désormais possible d'envisager, même au sein de l'écologie politique, une conciliation entre la logique économique productiviste, et la préservation de l'environnement. Et cela se fera par le biais du jeu démocratique (Dumont R., Paquet Ch., 1994).

2.2. L'environnement-social recomposé : le temps du débat démocratique

Si l'environnement a été l'élément critique qui a révélé la finitude du temps économique, il a aussi permis l'émergence d'une critique du temps politique (les rythmes de la démocratie). Dès lors, la prise en compte du temps comme facteur d'un engagement politique se fait aussi *face* au temps de la société actuelle. Grâce à la thématique de l'environnement, les écologistes peuvent insister sur les limites du temps social du système économique occidental. Car il s'agit bien d'inscrire l'écologie politique comme une pensée critique de la gestion démocratique du temps dans nos sociétés industrielles. L'approche temporelle est donc par essence, politique... L'approche idéologique s'éloigne résolument d'une vision mystique de la résolution de la crise écologique (comme l'hypothèse Gaia, Lovelock, 1986 ; Russel, 1989, à la différence de Brodhag, 1990, 88 et 102). C'est donc une analyse rationnelle qui est proposée, fondée sur une dimension de responsabilité. Posée en termes temporels, dans la perspective de la longue durée, la responsabilité de l'espèce humaine par rapport au milieu naturel qu'est notre planète devient donc l'un des axes majeurs de l'activité politique (dans la perspective de Hans Jonas, 1990).

Dès lors, la politique — conçue d'une manière très extensive — devient l'élément central dans la maîtrise de la crise écologique. L'engagement en politique traduit la volonté de maîtriser le temps politique, afin de faire le « choix de l'écologie » (Dumont, 1974), c'est-à-dire le « Choix de la vie » (slogan élection présidentielle de 1988), car « il est temps d'être humain » (slogan des Verts Nord/Pas-de-Calais, régionales 1992), pour donner « du sens à l'avenir » (slogan législatives 1997). Mais l'urgence ne peut cependant faire l'impasse sur la méthode à employer pour réorienter le sens du développement. L'"éco-fascisme" (Alphandéry et alii, 1991) ne concerne guère l'écologie politique française (« il s'agit de trouver des solutions non autoritaires, non technocratiques et aussi peu violentes que possibles », Samuel, 1973, 19) ; pas plus que la *deep ecology* (Ferry, 1992) ! La voie est résolument démocratique : il est nécessaire d'adapter les mécanismes de la démocratie et de la logique libérale à un rythme de développement compatible avec les « droits des générations futures » (selon les termes d'une pétition internationale lancée par le Commandant Cousteau en 1990).

Il faut donc participer au jeu démocratique et l'infléchir ; même si la logique électorale demandera plus de temps à être comprise et surtout acceptée (Boy, Roche, Le Seigneur, 1995) ; même si cette participation entraîne une évolution dans la perception des priorités en terme d'action (sous l'effet de l'agenda, ..., Edelman, 1991) ; même si elle oblige à une certaine redéfinition de la perception de la durée (la temporalité longue, difficilement intégrable dans les débats politiques basés sur le court terme). La participation n'est acceptée pleinement que dans l'espoir de (re)donner tout son sens au débat démocratique, antérieur à toute décision. Il faut donc proposer un temps « utopique » du politique, basé sur une nouvelle éthique de l'action, une politique complexe qui repose sur la mobilisation de toute la société (« l'utopie ou la mort ! Cela a déjà été dit », » Mouvement écologique, 1978, 15 ; Brodhag, 1990, 246 ; Lipietz, 1993), qui s'interroge sur sa propre temporalité (temps courts et enjeux planétaires, Brodhag, 1990, 86) et sa méthode de gestion du temps du débat (concentration technocratique, dissolution de la responsabilité, Waechter, 1990, 209). Ce faisant, il témoigne de l'importance accordée au temps dans l'élaboration des décisions publiques. Cette nouvelle perception devient alors un moyen d'élargir le champ politique, qui pourrait enfin permettre un développement soutenable et ainsi une réelle prise en charge de la question environnementale, sans oublier la question sociale.

• Conclusion : Le temps du doute

Comme le constatait B. De Jouvenel dès 1965, dans un bel appel *Pour une conscience écologique* (Jouvenel, 1970, 247), « L'existence du genre humain est fondée sur les données naturelles, comme celle de tout autre espèce vivante ». La première des données naturelles est bien évidemment le temps, qui permet la perpétuation de l'espèce. Encore faut-il être en mesure de le maîtriser, dans la durée. Dans l'ensemble des discours électoraux des écologistes, l'environnement est une dimension invariablement déclinée, avec plus ou moins d'importance. Dans leur volonté de pouvoir représenter leur critique, les écologistes ont utilisé l'environnement pour expliquer, rendre perceptible et animer leur vision du temps. Ce discours présente une dimension utopique qui entend réinterroger le

temps : la question du sens, du bonheur ou bien tout simplement de la valeur temps, celui de l'individu, prisonnier de son propre calendrier, de ses années comptées, est posée.

Rappelons, encore une fois que l'écologie politique est une histoire sans passé. Que le discours est fondé sur une production littéraire, engagée, mais partielle, décousue et répétitive, empruntant largement ses présupposés théoriques dans de nombreux courants intellectuels. On aboutit à, en quelque sorte, une pensée pré-philosophique.

Les temps de l'écologie ne sont donc pas de simples répétitions des temps de la Nature. Ces temps tentent de redéployer la finitude du temps et de l'espace humain : au dedans de l'Homme plutôt que l'extérieur (comme le propose la vision consumériste et marchande). Au temps de la prévision rationnelle et technicienne, au temps du calcul économique, au temps de la futurologie à prétention scientifique, l'écologie politique oppose une approche *modérée* du temps (Samuel, 1973, 21), faite de *modestie*, de *sobriété* et de *solidarité*. Cette vision est au centre d'un débat intellectuel qui dépasse largement le seul cadre du débat politicien, pour s'interroger sur la finalité de la modernité. Mais, le temps ainsi proposé s'interroge sur sa propre finalité. Et même M. Gauchet accorde à la pensée écologiste qu'elle ne représente pas une « connaissance des lois du devenir débouchant sur une vision arrêtée de l'avenir » (Gauchet, 1990, 278). Les temps de l'écologie politique ont en commun de partager un doute sur leurs finalités ; un doute qui permet de concilier la protection indispensable de la Nature, sans renier l'importance de l'Homme.

Références bibliographiques

- Anger D.**, 1977, *Chronique d'une lutte*, Paris, J.-C. Simoen.
Alier J.-M., hiver 1992, « Valeur écologique et valeur économique », *Ecologie Politique*, n°1.
Alphandéry P., Bitoun P., Dupont Y., 1991, *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte.
Boy D., Roche A., Le Seigneur V., 1995, *L'écologie au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po.
Brodhag C., 1990, *Objectif terre. Les Verts, de l'écologie à la politique*, Paris, éd. du Félin (préface d'A. Waechter).
Brodhag C., 1994, *Les quatre vérités de la planète*, Paris, éd. du Félin.
Carson L. R., 1962, *Le printemps silencieux*, Paris, Plon.
Charbonneau B., 1973, *Tristes campagnes*, Paris, Denoël (rééd., 1969).
Charbonneau B., 1973, *Le système et le chaos : critique du développement exponentiel*, Paris, Anthropos.
Charbonneau B., 1980, *Le Feu vert : autocritique du mouvement écologiste*, Paris, Karthala, coll. Point d'interrogation.

- Club de Rome**, 1972, *Halte à la croissance ?*, *Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, Coll. « Ecologie ».
- Commoner B.**, 1969, *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?*, Paris, Seuil
- Dorst J.**, 1970, *La Nature dénaturée. Pour une écologie politique*, Paris, Seuil. (extraits de *Avant que la nature meure*, Delachaux et Niestlé, 1965).
- Dumont R.**, 1973, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Le Seuil, édition revue et corrigée.
- Dumont R.**, 1974, *L'écologie ou la mort. La Campagne de René Dumont*, Paris, Pauvert.
- Dumont R.**, 1989, *Mes combats*, Paris, Plon.
- Dumont R.**, Paquet Ch., 1994, *Chômage, misère : libéralisme ou démocratie*, Paris, Le Seuil.
- Edelman M.**, 1991, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil.
- Ferry L.**, 1992, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset.
- Fournier P.**, 1975, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Ed. du Square.
- Gauchet M.**, mai 1990, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n°60, pp. 278-282.
- Goldsmith E. et alii**, 1972, *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard
- Hastings M.**, 1994, « Le discours écologiste : un exemple d'hermaphrodisme idéologique », in Bréchon P., *Les discours politiques*, Paris, La Documentation Française.
- Jacquard A.**, 1991, *Voici le temps du monde fini*, Paris, Seuil, coll. Points Essais.
- Jonas H.**, 1990, *Le Principe responsabilité*, Paris, éd. du Cerf, coll. Passages, (éd. originale 1979).
- Jouvenel D. de**, 1970, *Arcadie, essais sur le mieux-vivre*, SEDEIS, Futuribles.
- Lalonde B.**, 1981, *Sur la vague verte*, Paris, R. Laffont.
- Lipietz A.**, 1989, *Choisir l'audace*, Paris, La Découverte.
- Lipietz A.**, 1992, *Berlin, Bagdad Rio*, Paris, Quai Voltaire.
- Lipietz A.**, 1993, *Vert espérance, l'avenir de l'écologie politique*, Paris, La découverte, Essais.
- Lovelock J.**, 1986, *La terre est un être vivant. L'hypothèse Gaia*, Paris, Le Rocher.
- Moscovici S., Ribes J.-P.**, 1978 *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil.
- Mouvement Ecologique**, 1978, *Vers une société écologiste aujourd'hui, (projet du Mouvement Ecologique)* Paris, Le Sycomore.
- Prendiville Brendan**, 1993, *L'écologie, la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris, L'Harmattan.
- Ricœur P.** (dir.), 1975, *Les cultures et le temps*, Paris, Payot-Unesco.
- Russel P.**, 1989, *La Terre s'éveille, les sauts évolutifs de Gaia*, Le Souffle d'Or.
- Salmon P.**, 1996, *Evolution et déterminants de la représentation médiatique de l'écologie politique en France : l'exemple du parti Les Verts*, Doctorat en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux III.
- Sainteny G.**, 1991, *Les Verts*, Paris, PUF, coll. Que-sais-je ?, n°2554.
- Samuel P.**, 1973, *Ecologie : détente ou cycle infernal*, Paris, coll. 10/18, n°766.
- Samuel P.**, 1977, *Les Ecologistes par eux-mêmes*, Paris, Marabout.
- Sauvy A.**, 1973, *Croissance zéro ?*, Paris, Calmann-Lévy.
- Simmonet D.**, 1993, *L'écologisme*, Paris, PUF, Que sais-je ?.
- Taylor R. G.**, 1970, *Le jugement dernier*, Paris, Calmann-Lévy.
- Vadrot C.-M.**, 1977, *Ecologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros.
- Verts (Les)**, 1994, *Le livre des Verts, Dictionnaire de l'écologie politique*, Paris, éd. du Felin.
- Villalba B.**, janvier-mars 1997, « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°53.
- Voynet D.**, 1995, *Oser l'écologie et la solidarité*, Paris, éd. de l'aube.
- Ward B., Dubos R.**, 1972, *Nous n'avons qu'une Terre*, Paris, Denoël, « J'ai lu, documents ».

- 1- présentation des trois temporalités
- 2- évolution par mimétisme du rythme électoral
- 3- mais certaines continuités du discours sur le temps : le doute temporel

- le rythme environnemental
 - la temporalisation de la qualité de la vie
 - la démocratisation du temps politique
 - l'économicisation du temps environnemental
- la temporalité est devenue un point de vue central.

Le mythe de l'âge d'or, tel que le définit R. Girardet, détient un étonnant pouvoir de réversibilité, participant à la fois au rétrospectif et au prospectif, au plan du souvenir, du regret et à celui de l'attente messianique. Le temps présent est alors souvent vécu comme celui de la déchéance, du désordre, auxquels il convient d'échapper. (Girardet R., 1986, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil ; voir aussi cf. le mémoire Françoise Martinat, *La dénonciation du scandale dans le discours frontiste*, Mémoire, IEP, 3e année, POS 1, 1996-1997, p. 96).

- certaine personnification de la terre, mais pas le culte Gaïa.
- mais pas de désir d'une pureté fondé sur la notion des origines. L'évolutionnisme est une donnée acceptée, tout comme la diversité. Idem pour le métissage.
- Il n'y a pas d'ordre des choses en ce qui concerne l'ordre humain.
- Toutefois cette lecture du présent n'établit pas de désignation des responsables.
- thème d'un temps prophétique et millénariste (à définir)
- marginalisation de la Deep ecology dans le discours politique français
- rythme naturel et rythme électoraux
- environnement = révélateur du temps historique (cf. marx), voir Deléage.
- extrapolateur ou mystification
- La prise de conscience environnementale et l'action politique (partie A ?).
- depuis 1993 : problème de la commission Faune, environnement...

hypothèse Gaïa

complexité et écosystème

l'infini et l'inépuisable

- Espace : fonction dans deux dimensions : finitude de l'espace-terre et finitude du temps humain.
- Perception extérieure du monde :
 - difficulté à reconnaître l'importance de cette vision (même si la modalisation réussit cette perception étroite de l'espace humain).
 - se trouve à contre courant du modèle dominant (qui se fonde sur l'idée d'une absence de limites : croissance, désir et consommation).
 - l'écologie politique présente un modèle où les fins sont possibles, même prévisibles : fins des temps et de l'espace, de l'humain et de l'animal, du sens et du devenir.

- Pomian Krzysztof, 1984, *L'ordre du temps*, Paris, Gallimard.
- Ricœur Paul, 1983, *Temps et récit*, Paris, Seuil.

- Debord G., *La société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992, chap. 5, sur le temps historique et le temps de la conscience historique.

Baudrillard J., 1974, *La société de consommation*, Paris.

Morin E., Naïr S., 1997, *Une Politique de civilisation*, Arléa, (cf. science humaine, n°73, p. 51)

Par conséquent, il n'existe pas une histoire du temps dans la pensée écologiste. Celle-ci (dont il faut dès maintenant souligner l'imprécision, cf. Lijpart, et autre) ne présente pas un découpage chronologique avec ses étapes déterminantes. Mais il existe par contre une perception du temps propre à ces individus.

Le temps devient une donnée essentielle à maîtriser afin de pouvoir se construire un univers symbolique cohérent. Mais les phases de stabilité sont rares dans l'histoire du mouvement écologiste. La concurrence (notamment avec le dumping de GE !), l'évolution de l'électorat, la médiatisation excessive de thèmes privilégiés de l'écologie et la banalisation qui en résulte⁵... provoquent une instabilité permanente au sein des Verts. De plus, avec une identité idéologique composite et une structure composité, quelle dimension restait-il pour l'action ? Il s'agissait d'essayer de découvrir le continuum politique, issu de rencontres hasardeuses, entre une identité

-

Nous essayerons d'isoler les aspects du temps

Liaison temps et environnement, espace et nature.

Littérature indigène

approche ethnographique

Pas ici l'objet de présenter un éventuel vécu du temps et de l'histoire par les écologistes (dont il faut souligner la diversité), mais de tenter de saisir les principaux éléments constitutifs du temps perçu et construit par les écologistes politiques.

Le discours sur l'environnement à une universalité potentielle.

⁵ Le rapport de l'Assemblée nationale sur l'« Europe de l'Environnement », (n°2074), 1991, est particulièrement significatif de cette assimilation au discours politique global de la thématique de l'environnement et de la nécessité d'un développement soutenable... La presse n'est pas en reste,

- le rythme environnemental
- la temporalisation de la qualité de la vie
- la démocratisation du temps politique
- l'économicisation du temps environnemental

« Il n'y a plus d'ailleurs » (Jacquard, 1991, 135).

Les auteurs écologistes ne cessent d'utiliser et de rappeler les travaux de précurseurs (comme B. Commoner, ou bien encore Murray Bookchin, comme le fait A. Waechter, 1990, 15), ou bien encore les sources scientifiques (notamment les travaux du MIT), quand il ne s'agit pas de simples aspects esthétiques (la dénaturation des paysages par exemple).

Evènement

- Les événements se succèdent, mais non dans un ordre quelconque. S'ils n'obéissent pas à une causalité, les écologistes leur en confèrent une.
- les événements constituent les éléments centraux d'un système de référence objectif.
- ils constituent une mesure
- naufrage du Torrey Canyon 18 mars 1967
- Paul Ricœur soulignait, à son tour, combien « notre culture a fait de la science et de la technologie, la modalité dominante de son rapport à la réalité » (Ricœur, 1975, 39).
- expliquer les événements par leurs antécédents : c'est la dénonciation d'une suite d'événements, et les plus actuels ne sont que le résultat de choix antérieurs.
- le temps est objet d'expériences, saisies à différents niveaux, sous différents aspects.
- le temps est un temps vécu ; mais il n'est pas perçu comme le temps de l'homme (naissance, maturité, vieillesse). Au contraire, il ne semble pas que ce temps soit irréversible : pas une fatalité, mais une construction.
- L'évènement est avant tout un moment vécu. A l'échelle du militant, l'évènement traumatique (comme une catastrophe écologique d'importance) est réapproprié ; il trouve même une corrélation avec des exemples tirés de l'expérience personnelle (une atteinte plus locale à l'environnement, un projet contre lequel il faut lutter...). La formule revient de différentes manières :
- le discours sur le temps et l'environnement traduit aussi un sens de l'engagement : le discours n'est pas en lui-même une finalité, mais un justificatif à l'action. Il appuie plus qu'il ne balise ou canalise l'action.

Durée

- Le temps économique : ramener le processus de décision à un raisonnement économique (Jacquard, 1991, 137).

cf. *Le Monde Diplomatique* de juin 1991, n°226, Été 1991, « Environnement, prévoir l'incertain ».

- l'illusion de l'échelle de l'évaluation de l'impact économique.
- remise en cause des instruments de mesure du développement (comme le PIB, Jacquard, 1991, 152-153).
- s'appuie sur l'importance de la durée, ici entendu comme évoquant la continuité. La durée n'est pas une succession d'évènements, mais une perception plus maîtrisée du temps à venir.
- personnification de l'espace (La Terre), mais

- réévaluer l'échelle du temps : « le défi est celui du temps : aucune société humaine n'a jamais été capable d'assurer la pérennité de ses institutions et la maintenance d'une installation sur des milliers d'années, comme l'exigent les déchets de la production électro-nucléaire » (Waechter, 1990, 63).

- rompre avec un temps évalué en terme de rapidité (éloge de la lenteur (cf le roman de Kundera), méfiance vis-à-vis de la productivité (pour une société du partage du temps de travail et une société de loisirs), de la mobilité (critique de l'automobile, Charbonneau, 1967), de la communication (déshumanisation et atomisation)

- Dans son *Histoire de l'écologie*, J.-P. Deléage s'interroge sur l'interférence des rythmes naturels et du rythme social, et des conséquences que cela peut avoir sur le devenir de la société (Deléage, 1991). Bien sûr, la critique n'est pas nouvelle en soi. Mais le parcours personnel de J.-P. Deléage témoigne d'une évolution de la pensée d'un ancien adepte du marxisme.

- La revendication du temps libre n'est pas l'apanage des écologistes. Jean Baudrillard, qui est devenu une caution théorique pour certains animateurs de l'écologie politique, a dans un essai stimulant ironisé sur le prétendu temps libre, qui n'est en fait que du temps marchand maquillé d'exotisme, de sport ou d'animations forcées (Baudrillard, 1974, 238-251)

- La traduction du temps en espace :

- tentative de jonction des deux dimensions. finitude de l'espace-temps et finitude du temps-humain.

- en quoi est-ce un élément clé : fédérateur, structurant (gestion du temps, gestion des rapports entre les hommes, gestion par rapport aux adversaires).

- finalise et légitime l'action.

- Une vision pessimiste, mais non sans espoir.

- de cette appréciation résulte sans doute la volonté d'entrer en politique afin de modifier les choix de sociétés.

• Concilier les aspects du temps : le compromis politique du temps

- économisation du discours sur l'environnement (cf. littérature A. Lipietz)

- les formes du discours ne sont pas rigides, mais semblent empruntées quelques figures rhétoriques imposées. Sans doute s'agit-il par cette fonction de répétition d'échapper à une pression extérieure marginalisante.

- Le temps des écologistes est-il une simple reproduction ? Tente-t-il de copier les rythmes de la nature ? Non, il tente de

- la critique écologiste se rapproche, en l'ignorant, de cette vision soupçonneuse d'un Paul Ricœur, sur la Vérité historique construite par la science (Ricœur, 1975, 40).